

**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(commun à tous les lots)  
(C.C.A.P.)**

*La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles R2123-1  
et R2123-4 du Code de la Commande publique*

**Maître de l'ouvrage :**

**INSTITUT NATIONAL RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,  
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère  
Scientifique et Technologique**

**Réalisation de :**

**MAPA RESTREINT DE CONCEPTION REALISATION**

**POLE CLERMONTOIS DU VEGETAL**

**EXTENSION ET MODERNISATION DES SERRES DE CROUËL AVEC  
CONSTRUCTION D'UNE SERRE DE RECHERCHE CONVENTIONNELLE  
A CLIMATS MAITRISES ET MISE A NIVEAU DE SERRES EXISTANTES**

**SUR LE SITE DE CROUEL (63) DU CENTRE INRAE CLERMONT-AUVERGNE-RHONES-  
ALPES**

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes  
Route de Theix  
63122 Saint-Genès-Champanelle**



**La Région**  
Auvergne-Rhône-Alpes



**Cofinancé par  
l'Union européenne**

**Convention ARA009732**

**Programme FEDER/FSE+/FTJ 2021/2027**

*Priorité : P01 Recherche, Innovation, Numérique, Compétitivité et Réindustrialisation*

*Objectif spécifique : RSO1.1 / Type d'action : TA1.1.1.2*

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par
BETA	0		E. CHAMBON	A.HUART – K.VALLUY	
Finale	1	09/02/2026	E. CHAMBON	A.HUART – F. DELOSIERE – B. TERSIN	

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	6
Préambule	6
1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du Concepteur/Réalisateur	6
1.2 - Décomposition	7
1.3 - Niveau de prestations	7
1.4 - Tranches et lots	8
1.5 – Variantes	8
1.6 - Travaux intéressant la défense	8
1.7 - Contrôle des prix de revient	8
1.8 - Intervenants	8
1.8.1 – Le titulaire	8
1.9 - COTRAITANCE	11
1.9.1 – Forme du groupement	11
1.9.2 – Obligation du mandataire	11
1.9.3 – Obligation des cotraitants	12
1.9.4 – Transmission des documents entre le groupement et le Maître d’Ouvrage	12
1.9.5 – Défaillance d’un membre du groupement	12
1.9.6 – Maîtrise d’ouvrage	13
1.9.7 – Contrôle technique	13
1.9.8 – Coordination Sécurité	14
1.10 - Réunions	14
1.11 – PART DES PRESTATIONS RESERVEES A DES PME	15
1.12 – CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES DOCUMENTS – DEVOIR DE VERIFICATION	15
1.12.1 – Informations communiquées par le Maître d’Ouvrage	15
1.12.2 – Connaissance des lieux – Engagements du concepteur-réalisateur	15
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	16
<b>ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D’ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX -</b>	
<b>REGLEMENT DES COMPTES</b>	18
3.1 - Répartition des paiements	18
3.2 - Contenu des prix - Mode d’évaluation des ouvrages	18
3.2.1 - Modalités d’établissement des prix :	18
3.2.2 - Dépenses d’investissement :	20
3.2.3 - Dépenses de consommation :	21
3.2.4 - Facilités données par le Maître d’ouvrage :	22
3.3 - Règlement des comptes - Travaux en régie	23
3.3.1 - Rémunération des prestations	23
3.3.2 - Dates d’exigibilité des acomptes	23
3.3.3 - Modalités du règlement des comptes du marché	24
3.3.4 - Règlement des ouvrages ou des travaux modificatifs non prévus	25
3.3.5 - Travaux en régie	25
3.4 - Variation dans les prix	25
3.4.1 - Type de variation des prix :	25
3.4.2 - Mois d’établissement des prix du marché :	25
3.4.3 - Choix des index de référence :	26
3.4.4 - Modalités de variation des prix :	26
3.4.5 - Variations des frais de coordination :	26
3.4.6 – Actualisation provisoire et Révision provisoire :	27
3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :	27
3.5 - Paiement des co-traitants	27
3.6 - Paiement des sous-traitants	27
3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :	27
3.6.2 - Modalités de paiement direct :	28
<b>ARTICLE 4 - DÉLAI D’EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE</b>	28
4.1 - Délai d’exécution des travaux	28
4.1.1 - Calendrier prévisionnel d’exécution	28
4.1.2 - Calendrier détaillé d’exécution	29
4.2 - Prolongation des délais d’exécution	30
4.3 - Pénalités et retenues pour retard	31

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	35
4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	35
4.5.1 – D.O.E.....	36
4.5.2 – D.G.D .....	36
<b>ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b> .....	36
5.1 - Retenue de garantie .....	36
5.2 - Avance .....	37
5.3 - Avances sur matériels.....	37
<b>ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b> .....	37
6.1 - Provenance des matériaux et produits .....	38
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	38
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits .....	38
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le Concepteur/Réalisateur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage .....	38
<b>ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES</b> .....	38
7.1 - Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage .....	38
7.2 - Modifications résultant d'une proposition du titulaire .....	39
7.3 - Modalités pratiques .....	39
7.4 - Contractualisation des prix nouveaux .....	39
<b>ARTICLE 8 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b> .....	40
8.1 - Provenance des matériaux et produits .....	40
8.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits .....	40
8.2.1– Caractéristiques .....	40
8.2.2– Qualités – Vérifications des matériaux et produits .....	40
<b>ARTICLE 9 – IMPLANTATION DES OUVRAGES</b> .....	40
9.1 - Plan général d'implantation .....	40
9.2 - Piquetage général .....	40
9.3 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	40
<b>ARTICLE 10 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b> .....	40
10.1 - Période de préparation.....	40
10.2 - Mission OPC .....	41
10.3 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	42
10.3.1– Salle de réunion - salle échantillons – bureau de passage.....	42
10.3.2 – Locaux du personnel.....	42
10.3.3– Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé .....	42
10.3.4– Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé .....	43
10.3.6– Information du maître de l'ouvrage .....	43
10.3.7- Usage des voies publiques.....	43
<b>ARTICLE 11 – APPROBATION DES ETUDES DE CONCEPTION - VISA DES DOCUMENTS D'EXECUTION</b> .....	44
11.1 - Généralités .....	44
11.2 - Approbation des études de conception .....	44
11.2.1 Décisions .....	44
11.2.2 Réception des prestations .....	44
11.2.3 Ajournement des prestations .....	44
11.2.4 Réception avec refaction.....	45
11.2.5 Rejet.....	45
11.3 - Visa des documents d'exécution : .....	45
<b>ARTICLE 12 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX</b> .....	46
12.1 - Essais et contrôles des ouvrages.....	46
12.1.1- à l'initiative et sous la responsabilité du titulaire : .....	47
12.1.2 - à l'initiative du maître de l'ouvrage et en concertation avec le titulaire .....	47
12.2 - Opérations préalables à la réception des travaux de bâtiment .....	47
12.3 - Réception et levée des réserves .....	48
12.4 - Documents fournis après exécution .....	49
12.5 - Garanties particulières.....	49
12.6 - Suivi de la garantie de parfait achèvement.....	49
12.6.1– Le cahier de parfait achèvement .....	49
12.6.2– Visite de fin du délai de parfait achèvement.....	50
<b>ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE</b> .....	50
<b>ARTICLE 14 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES</b> .....	50
14.1 - Préambule.....	50
14.2 - Assurances .....	51

<b>ARTICLE 15 – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE</b>	
<b>DU MARCHE</b> .....	51
15.1 - Droits du maître d’ouvrage .....	52
15.2 - Droits du titulaire .....	52
15.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire.....	52
15.4 - Garanties .....	52
<b>ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION</b> .....	52
<b>ARTICLE 17 – MEMOIRE EN RECLAMATION</b> .....	53
<b>ARTICLE 20 - PRECISIONS ET DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX</b> .....	54

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

#### ***Préambule***

Au sens du présent document :

- Le « Maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les études et travaux sont exécutés.
- Le « Représentant du Pouvoir Adjudicateur » est la personne physique dûment habilitée à engager et à représenter le Pouvoir Adjudicateur dans le cadre du marché.
- Le Titulaire ou le Concepteur-Réalisateur est le groupement momentané de conception – réalisation qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.
- Les « Concepteurs » sont le ou les membre(s) du groupement en charge des phases Études définies à l'article 1.2 ci-dessous.
- Le « Concepteur/Réalisateur » représente les membres du groupement responsable des phases Chantier définies à l'article 1.2 ci-dessous.
- Les cotraitants du groupement sont cotitulaires du marché et l'expression « le Titulaire » ou « le groupement » désigne l'ensemble des membres du groupement sauf indications contraires précisant que la disposition s'applique au seul mandataire.

Le mandataire du groupement est réputé disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires engageant le groupement.

#### ***1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du Concepteur/Réalisateur***

Le présent marché est passé selon une procédure :

- adaptée restreinte en application de l'article L. 2123-1 du Code de la Commande publique.
- de conception-réalisation conformément aux articles L. 2171-1 et L. 2171-2 du Code de la Commande publique.

Il a pour objet la conception et la réalisation de l'extension et de la modernisation du plateau de serres du site INRAE de Crouël avec la construction d'une serre de recherche conventionnelle à climats maîtrisés et une mise à niveau des serres existantes. Ce projet comprend la création de nouvelles surfaces de serres conventionnelles de recherche et d'expérimentation à climat maîtrisé, pour une surface nette totale estimée à 760 m<sup>2</sup> (environ 500 m<sup>2</sup> de serre et 260 m<sup>2</sup> de halle technique), ainsi que la mise à niveau technique de serres existantes.

sur le site du Centre de recherches de INRAE de Crouël - 5 chemin de Beaulieu – 63100 CLERMONT-FERRAND.

La description de l'ensemble de l'opération, des ouvrages et de leurs composantes techniques est précisée dans le Programme Technique Détaillé et ses annexes joints au marché (pièces 2.A, 2.B et 2.C du DCE).

Par la suite et sauf indication contraire, le groupement ou le mandataire du groupement, est désigné par « le Concepteur/Réalisateur » ou « le Titulaire ».

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le Concepteur/Réalisateur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie

de Clermont-Ferrand jusqu'à ce que le Concepteur/Réalisateur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### **1.2 - Décomposition**

L'ensemble des prestations prévues par le présent marché comportent 10 missions pour lesquelles les prestations et les exigences attendues sont précisées à l'annexe 01 du présent CCAP « C1 - CCAP Annexe 1 - Clauses études et exécution ».

Il appartient au titulaire de proposer au maître de l'ouvrage la répartition des prestations de ces missions entre les cotraitants éventuels conformément aux annexes 2 et 4 de l'acte d'engagement du présent marché.

Les missions sont les suivantes :

**C0 – Maj APS** : Mise à jour du projet d'APS présenté en phase « offres » de la consultation

**C1 – PC** : Elaboration du dossier de demande de permis de construire et des autres dossiers d'autorisations ou de déclarations administratives

**C2 – APD** : Elaboration de l'Avant-projet détaillé

**C3 – PRO** : Etudes de PROJET

**C4 – EXE / SYNT** : Etudes d'exécution et études de synthèse

**C5 – VISA / QUALITE / DET** : VISA des études d'exécution, suivi de la qualité architecturale et technique, et direction de l'exécution des travaux

**C6 – AOR / COMMISS / ASSIT QUALIF** : Préparation de la réception des travaux, commissionnement et assistance à la qualification

**C7 – GPA** : Suivi de la garantie de parfait achèvement (2 ans)

**R0 – OPC** : Ordonnancement, pilotage et coordination des études d'exécution et des travaux

**R1 à 11 – TRVX** : Réalisation des travaux des lots architecturaux et techniques

### **1.3 - Niveau de prestations**

Il est entendu que le titulaire doit toutes les prestations expressément décrites non seulement dans le CCTP qu'il aura élaboré mais également toutes les prestations nécessaires pour réaliser un ouvrage complet, adapté à son usage, respectant les éléments du programme et fonctionnant de manière satisfaisante. Il doit également toutes les prestations de sécurisation de site lors des différentes phases de chantier.

Les prestations devront répondre aux exigences décrites dans l'annexe 1 au CCAP (pièce 1.C du DCE) relative au déroulement des études de conception et à la qualité de vie du chantier

Toutes les prestations (qu'elles soient techniques et/ou fonctionnelles) proposées par le titulaire à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

**De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.**

#### **1.4 - Tranches et lots**

S'agissant d'un marché global, il n'y a pas d'allotissement.

Le présent marché n'est pas découpé en tranche.

#### **1.5 – Variantes**

Le présent marché ne prévoit pas de variante.

#### **1.6 - Travaux intéressant la défense**

Sans objet.

#### **1.7 - Contrôle des prix de revient**

Sans objet.

#### **1.8 - Intervenants**

##### **1.8.1 – Le titulaire**

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Pour chacune des prestations de conception, réalisation et aménagement, il nomme la personne responsable du dossier, interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux,

- pour toutes les missions C0 à C3, C5, C6 et R0 en cas d'indisponibilité définitive du responsable, en particulier pour la personne responsable de la coordination et de la direction du chantier, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes : le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal et prendre toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom, les titres, et le CV détaillant les compétences, les expériences et les références, au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivants les mêmes conditions que précédemment.

A défaut de désignation, ou si ce second remplaçant est récusé dans le délai d'un mois indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié.

- Pour les autres missions, il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux.

En cas de changement de la personne physique, les délais d'exécution du marché prévus à l'article 3 de l'acte d'engagement restent inchangés.

L'entité désigné par le titulaire assurant les prestations de conception définies à l'article 1.2 du présent CCAP ne pourra avoir aucun lien hiérarchique avec l'entité assurant la réalisation des travaux

#### ❖ L'entité assurant la réalisation des travaux

Le titulaire assurera la mission (R0) d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) des études et des travaux. A ce titre, il désignera la personne physique responsable de l'équipe en charge de l'exécution de cette mission dès la notification du marché, afin qu'elle soit identifiée pour la conduite de la période de préparation. Par la suite, cette personne est désignée par « **OPC** ».

L'entité assurant la réalisation des travaux prendra part à la direction des études d'exécution, des études de synthèse et de la coordination de la cellule de synthèse. Comme dans une procédure classique, le visa des études d'EXE est donné par le concepteur, qui participe aussi à la synthèse.

Les opérations préalables à la réception, la vérification des essais et des fiches d'autocontrôle se feront en collaboration avec les cotraitants concepteurs.

#### ❖ L'entité assurant la conception

L'entité assurant la conception sera représentée par une personne nominativement désignée. Dans les pièces administratives relatives au présent marché, il y sera fait référence sous l'appellation « **le maître d'œuvre** » ou « **concepteur** ». Ce dernier jouera dans ce cadre son rôle de maître d'œuvre dans les conditions définies par les articles L2171-7, L2431-1 et D2161-4 à D2161-14 du Code de la commande publique et avec toutes les obligations définies par le CCAG-Travaux, à l'exception des dérogations mentionnées à l'article 19 du présent CCAP.

Le maître d'œuvre ainsi désigné prendra la responsabilité des tâches prévues à l'annexe 20 du Code de la Commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de missions de maîtrise d'œuvre, complétées par l'annexe 1.C1 – Définitions des exigences d'études de conception et d'exécution et confiés par des maitres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Notamment il vérifiera tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés aux documents et études qu'il aura établis. Il assurera le visa des documents d'exécution, il participera à minima voir dirigera la cellule de Synthèse et collaborera aux opérations préalables à la réception, à la vérification des essais et des fiches d'autocontrôle et à la proposition de réception de l'ouvrage au maître de l'ouvrage.

Pour ce faire, le maître d'œuvre et son équipe travailleront en étroite collaboration à la fois avec le responsable de la mission OPC assurée au titre de l'exécution du présent marché par le titulaire et avec le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Le maître d'œuvre doit disposer des moyens lui permettant de réaliser sa mission de garant de la bonne réalisation de l'ouvrage. A cet effet, la personne responsable du dossier doit être le maître d'œuvre, pour les prestations relatives aux missions suivantes : C0 – Maj APS ; C1 – PC ; C2 – APD ; C3 – PRO ; C4 – EXE / SYNT ; C5 – VISA / QUALITE / DET ; C6 – AOR / COMMISS / ASSIT QUALIF.

Il devra notamment s'assurer que les documents produits et les matériaux et matériels proposés, ainsi que leur mise en œuvre continuent à répondre à la fois aux exigences du programme et à sa traduction au travers des pièces écrites, mémoires, plans et documents graphiques remis par le titulaire au cours des différentes phases de conception et d'exécution (Mise au point APS, APD, PRO, EXE, SYNTH). Il s'assurera notamment que les ajustements opérés n'appauvrissent le projet

en aucun point, ni sur le plan technique et/ou fonctionnel, ni au niveau de l'investissement et/ou de son exploitation-maintenance future, ni sur ses performances.

Le maître d'œuvre assure l'organisation et la direction des réunions dont la fréquence sera au minimum hebdomadaire pendant la phase de réalisation. Chacune des entités du titulaire (conception, OPC, travaux) devra être systématiquement représentée.

Le maître de l'ouvrage et ses représentants sont invités à chacune de ces réunions.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions, ainsi que l'information du maître de l'ouvrage et de ses représentants sur l'état d'avancement des études, des travaux, sur l'évolution des dépenses correspondantes ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines est à la charge du titulaire et feront l'objet d'un unique compte rendu de chantier où chaque partie (DET / OPC / Intervenants) seront clairement identifiables.

Les réunions en phase de conception pourront avoir sur le site INRAE de Crouël (63100) ou sur le site INRAE de Theix (63122).

Les réunions de chantier se déroulent sur site de construction. Les installations de chantier sont équipées en conséquence de leurs usages.

#### ❖ Sous-traitance

Le Concepteur/Réalisateur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché à condition d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance dans les conditions fixées par les articles L2193-4 et suivants et R2193-3 et suivants du code de la commande publique et l'article 3.6 du CCAG Travaux.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont formalisés par l'établissement de déclarations de sous-traitance (formulaire DC4), signés par l'entreprise sous-traitante, par l'entreprise qui sous-traite, et par le Maître d'Ouvrage.

En complément de l'article 3.6 du CCAG Travaux, il est précisé qu'en cas de groupement, si le Concepteur/Réalisateur qui propose de sous-traiter n'est pas le mandataire, alors la demande d'acceptation et d'agrément du sous-traitant est signée par ce Concepteur/Réalisateur, puis contresignée et présentée par le mandataire du groupement au Maître d'Ouvrage.

Le Concepteur/Réalisateur doit transmettre au Maître d'Ouvrage les déclarations de sous-traitance au plus tard quinze jours avant le début de l'intervention du sous-traitant, accompagné des documents suivants :

- Les pièces justificatives des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant pour réaliser les prestations sous-traitées,
- Les déclarations sur l'honneur exigées dans le formulaire DC4,
- Un document attestant que le sous-traitant a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux,
- Un relevé d'identification bancaire (RIB),
- La lettre d'engagement du sous-traitant complétée et signée : engageant le sous-traitant à mettre en œuvre les dispositions du PGCSPPS le concernant ainsi que la rédaction et la mise en œuvre d'un PPSPS spécifique à son activité sur le chantier (cf. pièce 1.G3 du DCE).

Si le sous-traitant est amené à exécuter des prestations supplémentaires, ou si l'étendue de ses prestations est réduite, le Concepteur/Réalisateur doit transmettre au Maître d'Ouvrage une déclaration modificative de sous-traitance (formulaire DC4), qui précise la nature de la modification des études ou des travaux, ainsi que le nouveau montant des prestations sous-traitées.

Les documents sont à transmettre en version original (**signature manuscrite**) à

**INRAE – Centre Clermont Auvergne-Rhône-Alpes – Services Achats Marchés – 63122 Saint Genès Champanelle**

Afin de fluidifier l'instruction des demandes, un scanne des pièces devra être envoyé parallèlement par mail à [achats.marches.clermont@inrae.fr](mailto:achats.marches.clermont@inrae.fr) et [patrimoine.clermont@inrae.fr](mailto:patrimoine.clermont@inrae.fr)

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur notifie la copie de l'acte spécial de sous-traitance uniquement au titulaire du marché.

## **1.9 - COTRAITANCE**

### 1.9.1 – Forme du groupement

En cas de groupement, le marché est conclu sous la forme d'un groupement conjoint avec un mandataire solidaire des autres cotraitants. Les autres membres du groupement pourront également se tenir solidaires les uns des autres.

### 1.9.2 – Obligation du mandataire

En tant que mandataire solidaire, le mandataire du groupement se porte garant de la totalité de l'exécution des prestations objet du présent marché et doit pallier toute défaillance d'un ou de plusieurs cotraitants.

En outre, le mandataire du groupement assure la représentation de ses cotraitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

Au titre de son obligation de représentation des cotraitants, le mandataire :

- Est l'interlocuteur unique du Maître d'Ouvrage,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage après analyse et avis pour information, de toutes autres communications (pièces d'études – Plans & CCTP, mémoires, réserves, réclamations, comptes-rendus d'étude et de chantier etc.) émanant d'un cotraitant,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement de ses sous-traitants et des sous-traitants des différents cotraitants,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage en temps utile de toute information nécessaire à la réception des travaux et à la levée des réserves éventuelles,
- Assure la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation ou différend, notamment vis-à-vis du Maître d'Ouvrage,
- Assure la représentation de chacun des cotraitants et sous-traitants éventuels, vis-à-vis des intervenants tiers au marché.

Au titre de son obligation de coordination et de pilotage du groupement, le mandataire doit :

- Assurer la transmission aux cotraitants, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, ou tout autre décision émanant du Maître d'Ouvrage,
- Assurer la gestion des interfaces internes au groupement et les interfaces externes du groupement,
- Centraliser et mettre en cohérence les éléments des calendriers détaillés des différents cotraitants, dans le respect des objectifs et dispositions du présent marché,
- Mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants,
- Coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants,
- Assurer la coordination de l'établissement de la documentation de maintenance et des dossiers des ouvrages exécutés,
- Suivre l'application des dispositions du marché par les cotraitants et étudier les solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux,
- Veiller au respect des Prescriptions et Contraintes Générales de Chantier par les cotraitants,

- Veiller au respect des avis du bureau de contrôle et à la leur levée,
- Veiller au respect et prise en compte des avis du QUALIFICATEUR,
- Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité,
- S'assurer du respect des dispositions prescrites par le CSPS, et la PPIEE INRAE (Plan de Prévention), et du Contrôleur Technique,
- Assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants,
- Assumer sa responsabilité concernant la propreté des voiries publiques et avoisinantes et le nettoyage en cas d'étalement de boues.

Enfin, en dérogation à l'article 10.7 du CCAG Travaux, le mandataire répartit les montants **des situations mensuelles entre les cotraitants et définit le cas échéant la répartition des indemnités et pénalités**

#### 1.9.3 – Obligation des cotraitants

Dans le cadre d'un groupement, chaque cotraitant doit :

- Fournir au mandataire pour transmission au Maître d'Ouvrage tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation de l'opération,
- Faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le suivi de l'avancement,
- Informer le mandataire de tout événement susceptible de perturber la bonne réalisation des travaux,
- Informer de la fin des travaux,
- Prendre en compte les remarques émanant du mandataire.

#### 1.9.4 – Transmission des documents entre le groupement et le Maître d'Ouvrage

Le Mandataire assure la transmission au Maître d'Ouvrage de l'ensemble des documents émanant des cotraitants, soit en signant la lettre ou le bordereau d'envoi, soit en contresignant le document lui-même. Dans le cas contraire ils ne seront pas admis par le Maître d'Ouvrage.

Par principe, le Maître d'Ouvrage transmet ses courriers et documents au mandataire du groupement. Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois la possibilité de s'adresser directement à un cotraitant en transmettant alors une copie du courrier ou du document au mandataire du groupement.

Les documents d'exécution juridiques tels que les modifications de contrat, les décisions du pouvoir adjudicateur, etc. seront transmis principalement via le profil acheteur de INRAE (plateforme PLACE). **Pour ce faire, le titulaire communique une adresse électronique permettant d'assurer le suivi du marché.**

#### 1.9.5 – Défaillance d'un membre du groupement

La présente disposition déroge à l'article 52.7.1 du CCAG Travaux.

La défaillance d'un membre du groupement est constituée dès lors qu'un membre du groupement, qu'il s'agisse du mandataire ou des autres cotraitants, ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché.

En cas de défaillance d'un cotraitant, le Maître d'Ouvrage doit notifier au mandataire, en application de l'article 52.1, paragraphe 1, du CCAG Travaux, une mise en demeure de prendre les mesures nécessaires pour palier, dans le délai qui lui est prescrit dans la mise en demeure, la défaillance de son cotraitant et permettre la poursuite de la bonne exécution du marché.

A défaut les mesures coercitives prévues à l'article 52.2 du CCAG travaux peuvent être appliquées. En cas de défaillance du mandataire, les articles 52.7.2 et 48.7.3 du CCAG Travaux s'appliquent

### 1.9.6 - Maîtrise d'ouvrage

Au sens du code de la commande publique et du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG-Travaux), la maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par Le Centre INRAE Clermont Auvergne-Rhône-Alpes représentée par son Président, Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur (RLPA).

Le service compétent du maître d'ouvrage assurant le suivi du projet est le Service Patrimoine et Logistique du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage ».

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- l'analyse des offres ;
- les procédures d'autorisations administratives ;
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme ;
- le contrôle de la procédure de visa des plans avant exécution et suivi du bon déroulement de la cellule de synthèse ;
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent ;
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage (Contrôle Technique, Coordination SPS, Qualification, études de sols, etc.... ;
- ...

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, s'il y a lieu, sont portées à la connaissance du titulaire du marché pour son information, et la prise en compte de cet acteur de l'opération et interlocuteur de la MOA.

### 1.9.7 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et codifié dans le code civil de la construction (CC). A ce titre la maîtrise d'ouvrage va désigner un contrôleur technique.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent :

- une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
- mission LP (L+P1), relative à la solidité (résistance et durabilité) des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables. La mission P1 concerne les éléments d'équipement non indissociables notamment les menuiseries, les cloisons et les revêtements intérieurs
- mission S-TI, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions,

une mission complémentaire dont les éléments portent sur :

- mission LE, relative à la solidité et de compatibilité des existants.,

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire à lui fournir tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, à respecter à ses frais, les avis et prescriptions qui lui seraient

imposés avec l'accord du Maître de l'ouvrage, par cet organisme dans le cadre des missions susvisées

Le marché de contrôle technique est en cours d'attribution. Le nom et l'adresse du contrôleur technique seront communiqués au titulaire mandataire en temps utile.

#### 1.9.8 - Coordination Sécurité

Le titulaire est informé de ce que la conception ainsi que chaque chantier de l'opération sont soumis aux dispositions de l'article R4532-1 du Code du travail et, à ce titre, le maître de l'ouvrage va désigner un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau II, pour la phase « conception » et « réalisation ».

Le Plan Général de Coordination SPS sera communiqué au Titulaire en temps utile et sera mis à jour tout au long de la phase Etudes.

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire à lui fournir tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, à respecter à ses frais, les avis et prescriptions qui lui seraient imposés avec l'accord du Maître de l'ouvrage, par cet organisme dans le cadre des missions susvisées

Le marché de coordination SPS est en cours d'attribution. Le nom et l'adresse du contrôleur technique seront communiqués au titulaire mandataire en temps utile.

#### **1.10 - Réunions**

Le maître de l'ouvrage et ses représentants sont invités à chacune des réunions en phase études et réalisation.

Les réunions en phase de conception ont lieu à Clermont-Ferrand dans les locaux INRAE du site de Crouël (63000) ou exceptionnellement à Saint-Genès-Champanelle dans les locaux INRAE du site de Theix (63122).

Les réunions en phase réalisation se déroulent sur site dans les installations de chantier. Ces dernières sont équipées en conséquence de leurs usages.

Chacune des réunions organisées pendant les phases d'études et de réalisation fera l'objet d'un compte-rendu, à la charge du titulaire. Ces comptes-rendus devront être diffusés à l'ensemble des intervenants dans un **délai maximum de 48 heures** suivant ladite réunion.

En phase réalisation, le titulaire assure l'organisation et la direction des réunions de DET, d'OPC et de SYNTHESE dont la fréquence sera au minimum hebdomadaire. Chacune des entités du titulaire (MOE concepteur, OPC, travaux) devra être systématiquement représentée.

Ces réunions auront pour objet :

- DET : suivre l'avancement des travaux, contrôler leur qualité et conformité aux plans et normes, et résoudre les incidents ou problèmes techniques rencontrés sur le chantier, afin d'assurer une exécution conforme du projet.
- OPC : coordonner les différents corps d'état, suivre le planning détaillé des interventions, anticiper les retards ou risques, pour garantir le bon déroulement, la fluidité des travaux et le respect du planning général d'exécution des travaux.
- SYNTHESE : vérifier la cohérence globale du projet, arbitrer les choix techniques et assurer le suivi des décisions et actions correctives, afin de maintenir l'ensemble du chantier conforme aux objectifs du projet.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions, ainsi que l'information du maître de l'ouvrage et de ses représentants sur l'état d'avancement des études, des travaux et de

l'aménagement, sur l'évolution des dépenses correspondantes ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines est à la charge du titulaire et feront l'objet d'un unique compte rendu de chantier où chaque partie (DET / OPC / SYNTHÈSE / Entreprises intervenants) seront clairement identifiables.

L'organisation des réunions de DET, OPC et de SYNTHÈSE, et la composition des comptes-rendus sont précisés aux articles 12, 13 et 16 de l'annexe 1 du présent CCAP.

### **1.11 – PART DES PRESTATIONS RESERVEES A DES PME**

Conformément à l'article L.2171-8 et à l'article R.2171-23 du Code de la commande publique, tel que modifié par le décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, lorsque le titulaire du marché n'est pas une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan, il devra réserver au moins 20 % du montant prévisionnel des travaux à des PME ou à des artisans, soit en les intégrant dans son groupement, soit en recourant à la sous-traitance. Le respect de cette obligation devra être justifié à chaque phase du marché par des documents contractuels ou comptables.

La part des prestations réservée aux PME s'apprécie sur la durée totale du marché.

### **1.12 – CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES DOCUMENTS – DEVOIR DE VERIFICATION**

#### **1.12.1 – Informations communiquées par le Maître d'Ouvrage**

Le Concepteur/Réalisateur reconnaît que l'exactitude, le caractère complet, et la pertinence des informations concernant le site, mises à sa disposition par le Maître d'ouvrage, ne peut être garantie à 100%.

En ce sens, il incombe au Concepteur/Réalisateur, en tant qu'homme de l'art assujéti à un devoir de conseil, de vérifier chacune des données d'entrée transmises afin de déceler les éventuelles incertitudes, incohérences, ou erreurs qu'elles pourraient comporter, et en informer le Maître d'Ouvrage.

Le Concepteur/Réalisateur reconnaît que pour l'élaboration de son offre et de ses études (et notamment pour l'identification des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la réalisation des ouvrages, y compris pour l'estimation des coûts et la fixation des délais d'exécution), il ne s'est pas uniquement fié aux informations transmises par le Maître d'Ouvrage, mais qu'avant de signer le marché, il a procédé à toutes les analyses et évaluations raisonnables attendues d'un homme de l'art au regard des éléments fournis par le Maître d'Ouvrage pour juger de la densité et de la pertinence des données fournies et identifier toutes les conditions et contraintes qu'il estimait importantes pour la détermination du montant du marché, des délais d'exécution et des conditions de réalisation des travaux.

#### **1.12.2 – Connaissance des lieux – Engagements du concepteur-réalisateur**

Le Concepteur/Réalisateur est réputé avoir pris connaissance des sites concernés par le projet et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement.

Le Concepteur/Réalisateur a signé le présent marché en toute connaissance de cause, après **avoir visité le site, tant en abord qu'en intérieur**.

En ce sens, le Concepteur/Réalisateur est réputé :

- Avoir pris connaissance des dispositions prévues par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur,
- Avoir pris connaissance des dispositions prévues par les PPRN applicables et en vigueur, notamment le PPRN<sub>Pi</sub>,
- Avoir recueilli l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France pour les sites classés,

- Avoir pris connaissance de toute dispositions relatives aux espaces protégés,
- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré,
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique auprès des concessionnaires,
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations,
- Avoir pris connaissance auprès du Maître d'Ouvrage et des concessionnaires de l'emplacement de tous les réseaux aériens et souterrains affectés par les travaux et avoir tenu compte dans ses prix, de toutes les sujétions que ces réseaux pourront lui occasionner, étant entendu que le Concepteur/Réalisateur sera responsable envers les tiers de tous les accidents qui pourraient survenir du fait de ses travaux.

En résumé, le Concepteur/Réalisateur est réputé avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser et démolir.

Le Concepteur/Réalisateur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à une rémunération supplémentaire, ou à des prolongations de délais.

Le Titulaire ne saurait donc se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et réseaux, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au Titulaire de compléter sous sa responsabilité (notamment en ce qui concerne les études géotechniques fournies au dossier de consultation, les levés topographiques, les conditions de stabilité, etc.).

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, l'ordre de priorité est celui défini ci-après, la pièce de rang supérieur prévalant sur la pièce de rang inférieur.

### **a) Pièces particulières :**

- ✓ Acte d'engagement (AE) et ses annexes (pièce 1.B du DCE) :
  - AE 1 - annexe 1 : Répartition des prestations pour l'ensemble du groupement
  - AE 2 – annexe 2 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire par Phase
  - AE 3 - annexe 3 : Répartition entre les cotraitants de l'indemnité versée à l'issue de la mise en concurrence
  - AE 4 – annexe 4 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des variantes et tranches optionnelles
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe Annexe 1 - Clauses études de conception et d'exécution (pièces 1.C et 1.C1 du DCE)
- ✓ Le Programme Fonctionnel Détaillé (PFD) assorti de la totalité de ses annexes (ensemble des pièces du dossier 2 du DCE)

- ✓ L'ensemble des pièces écrites et graphiques APS demandées et remises en phase « offre » de la consultation, y compris les notices architecturales et techniques, et les cadres de réponses environnementales, de consommations énergétiques et des écarts au programme (cf. liste complète en annexe A2 du RC – pièce 1.A0 du DCE) ». A cet avant-projet sommaire sera substitué l'avant-projet sommaire approuvé à la suite de la mise au point au titre de la mission C0 ;
- ✓ Les plans et documents graphiques compris dans le dossier d'avant-projet sommaire et les schémas d'adaptation établis par le titulaire et remis lors de la consultation, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ces documents. A ces plans et documents graphiques, seront substitués ceux précisés et complétés à l'issue des études de projet au titre de la mission C3. Ils deviendront définitifs lors de l'approbation des études de projet.
- ✓ La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) , établie par le titulaire, remise avec l'offre de prix figurant à l'acte d'engagement. Cette décomposition du prix global forfaitaire n'aura un caractère contractuel que pour les seuls prix d'unité, utilisés pour le règlement des éventuels travaux modificatifs, et ceci, dans les conditions précisées à l'article 3.3.4 du présent CCAP.
- ✓ Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations établi par le titulaire et remis lors de la consultation, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ce document. A ce calendrier, se substituera le calendrier détaillé d'exécution prévu à l'article 4.1.2 du présent CCAP.

**RAPPEL : Conformément à l'article 1.3 du présent CCAP, relatif au niveau des prestations fournies, il est rappelé que toutes les prestations proposées par le titulaire à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.**

**Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.**

**De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.**

**Le maître de l'ouvrage ou son représentant sont réputés avoir les compétences requises pour juger de l'équivalence des performances.**

#### **b) Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché : .

- ✓ Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil ;
- ✓ Cahier des clauses administratives générales applicables des marchés publics de travaux (CCAG), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021.

## **ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### ***3.1 - Répartition des paiements***

L'acte d'engagement indique la répartition des paiements entre les membres du groupement éventuel.

### ***3.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages***

#### **3.2.1 - Modalités d'établissement des prix :**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

Les prix tiennent compte, et sans que la liste soit limitative :

- de la présence éventuelle au cours de l'exécution du chantier, d'entreprises travaillant sur la voirie et/ou les réseaux publics (notamment enterrés) des environs de l'emprise du projet ;
- des frais de fermeture et de gardiennage du chantier et des installations communes du chantier;
- des charges temporaires de voirie et de police, notamment pour occupation des voies publiques ;
- des frais liés à la réalisation des travaux (marges pour défaillances éventuelles des cotraitants ou des sous-traitants, etc.) ;
- des intempéries et autres phénomènes naturels (tempêtes pluie, vent, neige, gel, canicule ...) dans la limite de l'article 4.2 - Prolongation des délais d'exécution du présent CCAP qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure. La constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France.  
Pour la formalisation de cette information, le titulaire s'adressera à la station Météo France Clermont-Ferrand – Aulnat n°63113001.
- des sujétions liées au site du chantier quant aux accès, environnement, raccordements aux réseaux (provisaires et définitifs), stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, chantier en cœur de site INRAE en activité, etc. ;
- des contraintes liées au site : surface et forme de l'emprise, réglementation des circulations imposées par la commune et par INRAE et équipements publics existants en service, de la présence de réseaux publics et privés existants et en fonctionnement à proximité du chantier, des contraintes liées aux règlements d'urbanisme, et au fonctionnement INRAE etc.;
- des contraintes qu'imposent la limitation des nuisances aux riverains et aux occupants (circulation, bruit, vibrations, poussière etc.) et la protection des avoisinants et notamment de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts du chantier mentionnées dans le dossier de déclaration préalable ;
- de la nature des sols et des sous-sols rencontrés (consistance des terrains, épaisseur de remblais, présence de cavités éventuelles, d'éléments maçonnés à purger, etc.) y compris hydrologie notamment au vu des éléments fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation et à ce titre, le titulaire accepte sans réserve les éléments remis par le maître

d'ouvrage dans le cadre de la consultation sans pouvoir élever de quelconque réserve à ce sujet ultérieurement ;

- de la présence et de la nature des constructions et aménagements existants pour la démolition, le tri, leur mise en décharge ou réutilisation notamment au vu des éléments fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation, la protection des avoisinants lors de ces opérations dans le cadre des contraintes réglementaires applicables et à ce titre le titulaire accepte sans réserve les éléments remis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation sans pouvoir élever de quelconque réserve à ce sujet ultérieurement;
- de la présence et de la nature des réseaux existant sur le site dans la limite des éléments fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation ;
- des frais liés aux diagnostics complémentaires que le titulaire juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission ;
- des frais liés aux travaux de protection ou de confortement rendus nécessaires par les interventions du titulaire notamment au vu des éléments fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation et à ce titre, le titulaire accepte sans réserve les éléments remis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation sans pouvoir élever de quelconque réserve à ce sujet ultérieurement ;
- des frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, eu égard, notamment aux dispositions PPSPS, et du Plan de Prévention des Interventions des Entreprises Extérieures (PPIEE INRAE) ;
- des frais d'installation de chantier ;
- de la fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes et de la réalisation des locaux témoins;
- des frais résultants des demandes et observations du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, et du qualificateur ;
- des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le programme (y compris les essais spécifiques et notamment ceux afférents à la délivrance du certificat CONSUEL (coût de la délivrance du certificat CONSUEL inclus) sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques, ainsi que la vérification initiale des installations électriques (coût de la délivrance de la vérification initiale inclus) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et les normes) ;
- des frais résultants éventuellement des procédures ATEX et ATE, des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultants des contrôles acoustiques, thermiques et techniques, de la tenue au feu, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des P.V. correspondants;
- des frais d'assurances ;
- des frais induits par le phasage, la sécurisation et coordination de travaux jouxtant des locaux en activité ;
- Le titulaire et ses sous-traitants, ou les membres du groupement et leurs sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de leur offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

### 3.2.2 - Dépenses d'investissement :

Le prix du marché tient compte notamment :

- des coûts de desserte du chantier par la voirie provisoire et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux, quelles que soient leurs origines ;
- des coûts et délais de réalisation des diagnostics et des sondages complémentaires éventuellement nécessaires à l'établissement des documents d'études (Mise au point APS, APD, PRO et plans d'exécution) ;
- de l'ensemble des incidences financières (hors participations financières aux équipements publics) résultant des prescriptions émises lors de la délivrance des autorisations administratives (permis de construire, avis commission de sécurité, etc.) ;
- des frais de constat d'huissier relatif à l'état des lieux du site du chantier et de ses abords (y compris relevé contradictoire des compteurs eau et électricité) ;
- du coût de l'affichage sur les terrains des permis de construire et/ou de démolir et/ou autorisations de construire et démolir respectifs et des frais de constatation par huissier de cet affichage ainsi que celui effectué en mairie ;
- des frais d'implantation, de voirie ou d'occupation de tout domaine public ou privé hors de la parcelle mise à disposition pour réaliser les travaux ;
- des frais d'administration (plateforme web), de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, contrôleur technique, coordonnateur SPS, QUALIFICATEUR;
- des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison ;
- des frais relatifs à la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouverts) ;
- de la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux ;
- du piquetage général et du piquetage spécial définis dans le présent CCAP, dont piquetage pour repérage des réseaux enterrés à réaliser et maintenir tout au long des travaux ;
- de l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, location et mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier ;
- de l'établissement des clôtures et panneaux de chantier et leur mise à jour, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du Code du travail ;
- de l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier;
- de la réalisation des installations communes d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé sur le chantier: voies et réseaux divers, sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, etc.;
- de l'installation et de l'équipement des locaux de la cellule de synthèse, de l'OPC, de la maîtrise d'œuvre et de la direction du chantier, une salle de réunion et une salle de conservation des échantillons;

- des frais d'installation téléphonique et informatique de chantier, comprenant la fourniture, la pose et la mise en service d'un poste téléphonique et d'un accès réseau à carte libre d'accès dans le bureau de réunion de chantier jusqu'à la fin des travaux. INRAE ne pourra en aucun cas fournir un accès au réseau informatique.
- de la réalisation des réseaux provisoires intérieurs d'eau et d'électricité y compris leurs raccordements et d'évacuation des eaux pluviales reçues par le bâtiment;
- des frais de stockage des déblais, de leur enlèvement et leur transport à la décharge ou au lieu de stockage définitif;
- des frais d'installation et de fonctionnement de la cellule de synthèse, de réalisation d'études techniques propres aux entrepreneurs, de l'établissement des plans de fabrication et de mise en œuvre et de la gestion du plan d'assurance qualité;
- des frais d'établissement des plans de conformité, des notices d'entretien, d'utilisation et d'exploitation des installations, des DOE, ainsi que des frais de réunion des documents nécessaires à l'établissement du dossier des interventions ultérieures et du dossier d'exploitation et de maintenance;
- des frais d'établissement des relevés de dimensions et de positions des ouvrages exécutés;
- des frais entraînés par la formation du personnel chargé par la personne publique de l'exploitation et de la maintenance des installations;
- des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier organisées par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération, y compris reportage photographique ;
- des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier lié à l'aménagement des ouvrages.
- Les prix sont réputés comprendre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution de l'ensemble des prestations, ainsi que la marge du titulaire pour risques et bénéfices.
- Le titulaire doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que leur entretien.
- En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent au titulaire, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.
- Le titulaire devra participer, avec l'accord exprès du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, aux frais d'installation des protections collectives du chantier.
- Le titulaire devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections spécifiques (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc.), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la livraison du bâtiment au maître de l'ouvrage.

### 3.2.3 - Dépenses de consommation :

Le prix du marché tient compte notamment des dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au 3.2.1 - Modalités d'établissement des prix :

Sont notamment à la charge du titulaire les dépenses indiquées ci-après :

- les frais d'entretien des locaux, de maintenance, de climatisation et de fonctionnement de la direction du chantier, de santé et des conditions de travail (CISSCT), de la cellule de synthèse, de l'OPC, etc., y compris consommables (papiers et cartouches pour télécopie, imprimantes, traceurs...) et communications téléphoniques, etc. ;
- les frais de préchauffage du chantier;
- les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, ainsi que les frais de réparation ou de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, pendant toute la durée du chantier et pour quelque cause que ce soit;
- des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets jusqu'à la réception des travaux;
- des frais de nettoyage, de réparation ou de remise en état des installations salies ou détériorées, pendant toute la durée des travaux et pour quelque cause que ce soit;
- des frais nécessaires à l'ensemble des essais à réaliser en cours de conception, de réalisation et d'aménagement conformément aux spécifications du programme (technique et fonctionnel) et notamment du programme technique et de sûreté ;
- des frais nécessaires aux essais, liés aux tests de qualification et opérations préalables à la réception.

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations ne sont pas limitatives : le titulaire ne pourra se prévaloir d'omissions.

#### 3.2.4 - Facilités données par le Maître d'ouvrage :

Les emplacements ci-après désignés sont mis à la disposition des Concepteurs/Réalisateurs, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution des travaux, pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :

- accès et terrain à proximité du bâtiment à construire tel que définis au plan d'installation de chantier réalisé et validé conjointement avec le CSPS et la MOA. Les lieux doivent être remis en état, en fin de travaux, dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier. L'état des lieux du site du chantier et de ses abords devra être réalisé par constat d'huissier en début de mois de préparation de chantier, en présence de la MOA ou son représentant. Les frais de constat d'huissier seront intégrés dans le prix du présent marché.

- les installations et fluides ci-après désignés sont à la disposition des Concepteurs/Réalisateurs pour l'exécution des travaux dans les conditions suivantes :

⇒ **voie d'accès** : Pour information, l'accès au site se fera par le portail automatique Nord/Ouest du site INRAE de Crouël. Il est sur contrôle d'accès. Des badges seront mis à disposition par INRAE pour un accès les jours ouvrés, de 7h à 19h. En dehors de ces horaires, et des jours ouvrés, l'accès pourra être autorisé par le maître d'ouvrage sur demande dûment justifiés de l'entreprise. L'accès au site sera interdit les dimanches et les jours fériés.

⇒ le maître de l'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entreprise et raccordées à ses réseaux privés.

⇒ **Eau et électricité :** Le maître de l'ouvrage comptabilisera l'eau potable et l'énergie électrique consommée par le chantier. Les frais de consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de INRAE. Un relevé contradictoire des compteurs sera effectué en début de chantier lors du constat d'huissier. Une refacturation sera effectuée à l'entreprise uniquement en cas d'abus\*\* dument constaté par INRAE.

\*\*Toutes consommations en électricité et en eau constatées les nuits entre 20h00 et 6h00 et les week-ends / jours fériés seront refacturés. INRAE prend à sa charge les relevés des compteurs en cours de chantier

### **3.3 - Règlement des comptes - Travaux en régie**

#### **3.3.1 - Rémunération des prestations**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

La décomposition de ce prix est établie par le titulaire et sous son entière responsabilité.

Cette décomposition ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, pour l'application éventuelle de l'article 14 du CCAG-Travaux ;
- le montant des réfections pour imperfections techniques et prestations non réalisées applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

#### **3.3.2 - Dates d'exigibilité des acomptes**

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes :

Périodiques, pour les prestations relevant des missions C0, C1, C2, C3, C6 et C7, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

<b>Elément mission</b>	<b>de</b>	<b>fraction exigible</b>	<b>Date d'exigibilité de l'acompte</b>
C0 (maj APS)		50%	Exigible après remise de l'élément.
		50%	Exigible après approbation de l'élément.
C1 (PC)		100%	Exigible dépôt du dossier au service instructeur
C2 (APD)		50%	Exigible après remise de l'élément.
		50%	Exigible après approbation de l'élément. Pour le cas où celui-ci n'interviendrait pas dans les 30 jours après fourniture de l'élément, il pourra être demandé un règlement partiel à hauteur de 80% du forfait initial de l'élément.
C3 (PRO)		50%	Exigible après remise de l'élément.
		50%	Exigible après approbation de l'élément. Pour le cas où celui-ci n'interviendrait pas dans les 30 jours après fourniture de l'élément, il pourra être demandé un règlement partiel à hauteur de 80% du forfait initial de l'élément.

C4 (EXE/SYNTH)	90%	Exigible dès la transmission à la personne responsable du marché des décomptes de travaux mensuels du mois précédent, en proportion du pourcentage d'avancement de travaux.
	10%	A l'achèvement des levées des réserves à réception.
C5 (VISA/QUALITE/DET)	90%	Exigible dès la transmission à la personne responsable du marché des décomptes de travaux mensuels du mois précédent, en proportion du pourcentage d'avancement de travaux.
	10%	A l'achèvement des levées des réserves à réception.
C6 (AOR/COMMISS / ASSIT QUALIF)	40%	Exigible à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception.
	20%	A la remise des dossiers des ouvrages exécutés.
	20%	A l'achèvement des levées de réserves.
C7 (GPA)	100%	A la levée de l'ensemble des éventuels désordres en GPA déclarés
R0 (OPC)	90%	Exigible dès la transmission à la personne responsable du marché des décomptes de travaux mensuels du mois précédent, en proportion du pourcentage d'avancement de travaux.
	10%	A l'achèvement des levées des réserves à réception.

Mensuels, pour les prestations relevant des missions C4, C5, R0, R1, R2, R3, R4, R5, R6, R7, R8, R9, R10 et R11 dans les conditions suivantes :

- la détermination de l'avancement des prestations sera effectuée sur la base de la DPGF jointe au marché, ou toute autre décomposition du prix global et forfaitaire convenue librement entre le titulaire et le maître de l'ouvrage (décomposition en millième...), s'inscrivant dans la décomposition du prix figurant en annexe 7 « A7. RC Annexe 7 Cadre de DPGF » (pièce 1.A7 du DCE)
- l'avancement ne pourra excéder 80% de la rémunération de la partie de mission considérée fixée à la décomposition du prix figurant en annexe 7 « A7. RC Annexe 7 Cadre de DPGF » tant que cette partie de mission ne sera considérée comme achevée.

### 3.3.3 - Modalités du règlement des comptes du marché

Les projets de décompte sont présentés suivant un modèle établi par le maître de l'ouvrage et transmis au maître de l'ouvrage ou à son représentant.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont soumis à la TVA en vigueur au moment de leur liquidation.

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'œuvre.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles L. 216-41 et L. 216-42 du Code des impositions sur les biens et services (CIBS) (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et les articles L2192-1 à L2192-4 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro et le mandataire récupère ces dernières qu'il

dépense avec son visa dans ce circuit dématérialisé. Une note d'utilisation et de fonctionnement de Chorus Pro sera transmise par INRAE au titulaire en temps utile.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les décomptes et les acomptes seront calculés suivant la procédure décrite aux articles 11 à 13 du CCAG Travaux.

S'agissant du projet de décompte final, et par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, si les travaux ont fait l'objet de réserves, la date de la décision de levée de réserves sera substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus et ce, que les réserves relèvent de l'article 41.5 ou 41.6 du CCAG Travaux.

#### 3.3.4 - Règlement des ouvrages ou des travaux modificatifs non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues aux articles 14, 15 et 16 du CCAG-Travaux et ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES du présent CCAP. Le titulaire est tenu de produire, sous 15 (quinze) jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui seront demandés par la personne publique ou son représentant.

La proposition de prix du titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, de l'incidence sur les délais, pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages prévus.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître de l'ouvrage lui notifiera un ordre de service de travaux modificatifs ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

En complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, lorsque les prestations exécutées atteignent le montant contractuel du marché, le maître de l'ouvrage peut notifier par ordre de service sa décision d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Si le titulaire n'a pas reçu cette décision dans le délai de dix jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des prestations exécutées atteindra la masse contractuelle du marché, et s'il n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux mentionnés à l'article 15.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire poursuit les prestations, dans la limite des plafonds fixés à l'article 15.3 du CCAG-Travaux. Lorsque les prestations exécutées atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les prestations qui sont exécutées au-delà des plafonds ne sont alors pas payées.

#### 3.3.5 - Travaux en régie

Sans objet

### **3.4 - Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 3.4.1 - Type de variation des prix :

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

#### 3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" ou « mo »

#### 3.4.3 - Choix des index de référence :

Les index de référence, choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations, sont les suivants :

- prestation de conception : l'index ING,
- prestation de réalisation et d'aménagement : l'index BT 01,

Publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Équipement et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

#### 3.4.4 - Modalités de variation des prix :

##### Actualisation du prix initial

Lorsque le délai entre le mois de référence des prix du marché ( $m_0$ ) et le mois de début du délai contractuel d'exécution des travaux ( $m_d$ ) excède **trois mois**, le prix initial est **actualisé**.

L'actualisation est obtenue par application au prix du marché d'un coefficient  $C_n$  défini comme suit :

$$C_n = \frac{I_d - 3}{I_0}$$

où :

- $I_0$  est la valeur de l'index **BT 01** au mois  $m_0$  (mois zéro du marché),
- $I_{d-3}$  est la valeur de l'index **BT 01** au mois  $m_d - 3$ ,
- $m_d - 3$  correspond au troisième mois précédant le début du délai contractuel d'exécution des travaux.

L'actualisation est appliquée **une seule fois**, au moment du premier acompte portant sur les travaux exécutés. Révision des prix en cours d'exécution

Après actualisation éventuelle, les prix du marché sont **révisés mensuellement** selon la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \times (\ln / I_0)$$

où :

- $I_0$  est la valeur de l'index de référence **I** du marché au mois zéro,
- $I_n$  est la valeur du même index au mois **n** d'exécution des prestations,
- $C_n$  est le coefficient de révision appliqué au montant des prestations exécutées au cours du mois **n**.

La révision s'applique à chaque acompte mensuel conformément aux règles du présent CCAP.

#### 3.4.5 - Variations des frais de coordination :

Sans objet.

### 3.4.6 – Actualisation provisoire et Révision provisoire :

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant et au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées les valeurs de référence.

### 3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des sommes versées au Concepteur/Réalisateur sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;

- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

### **3.5 - Paiement des co-traitants**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

### **3.6 - Paiement des sous-traitants**

#### 3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2 du C.C.A.G. travaux
- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

### 3.6.2 - Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception de son envoi au titulaire.

En application de l'Article R2193-12 du Code de la Commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande du sous-traitant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire adresse sans délai au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement.

Le point de départ de ce délai est la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé dans le délai de quinze (15) jours mentionnés supra. Lorsque le titulaire n'a, pendant ce délai, notifié aucun accord ni aucun refus, le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de global de paiement dont le point de départ est l'échéance du délai de quinze (15) jours précités.

L'envoi, par le titulaire du marché, d'un projet de décompte précisant les sommes à payer à son ou à ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même titulaire sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes présentées par le sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Les paiements effectués aux sous-traitants le sont dans la limite des sommes dues au titre du marché, au vu des demandes de paiement visées dans les conditions ci-dessus, ou à défaut au vu des indications portées par le titulaire sur les projets de décompte. Dans le cas où les états de liquidation ne permettraient pas de payer en tout ou partie un sous-traitant dont le droit à paiement direct a été établi, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires réglés au sous-traitant sera décomptée sur les sommes dues au titulaire.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché ou l'acte spécial, éventuellement modifié par avenant ou acte spécial modificatif, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation, signée par le sous-traitant et l'entreprise concernée, par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements à effectuer à son profit empiète sur le montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, éventuellement modifié.

## **ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE**

### ***4.1 - Délai d'exécution des travaux***

#### 4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les faits générateurs du début d'exécution de chacune des missions, sont les suivants :

MISSION	Fait générateur
---------	-----------------

Mission C0 – Mise au point APS Mission C1 - PC	OS de démarrage du marché
Mission C2 – APD Mission C3 - PRO	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la validation du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération
Mission C4 (EXE/SYNT) Mission C5 (VISA/QUALITE/DET) Mission C6 (AOR / COMMISS / ASSIST QUALIF) Missions R0 à R11	Ordre de service d'engager les prestations de travaux (un OS de démarrage de travaux pour l'ensemble des missions C4 à C6 et R0 à R11)
Mission C7 (GPA)	Date de réception des travaux
Diffusion des comptes-rendus d'études	48h suivant la tenue de la réunion
Diffusion des comptes-rendus des réunions hebdomadaires de chantier	48h suivant la tenue de la réunion

Tel que défini à l'article 3 de l'acte d'engagement, le délai global de réalisation tient compte :

- de la réalisation des travaux ;
- des délais d'approbations/acceptations des plans et documents, qui sont précisés à l'article 3.2 de l'acte d'engagement et dont les délais minimums à considérer sont précisés à l'article 4.2 de l'annexe 1 du présent CCAP;
- des délais d'acceptation des modifications proposées par le titulaire, tels qu'ils sont prévus à l'article 7 du CCAP.
- des jours d'intempéries spécifiés à l'article 4.2 - Prolongation des délais d'exécution du CCAP.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la notification du marché vaut engagement et démarrage simultané des prestations liées aux missions C0 et C1 (Mise à jour de l'APS et PC).

#### 4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, le titulaire devra élaborer une proposition de calendrier détaillé d'exécution de la conception et de la réalisation, dans les 10 jours à compter de la notification de l'Ordre de Service de démarrage.

Cette proposition de calendrier détaillé reprendra les engagements du titulaire tels que précisés sur le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le titulaire, remis lors de la consultation et sera complétée, le cas échéant, des éléments relatifs à la mise au point du marché. Cette proposition fera apparaître notamment :

- Le calendrier détaillé des études de conception, y compris les dates relatives au phasage des travaux, ainsi que les échéances de remise des documents d'exécution et délais de VISA ;
- Les délais d'instruction des démarches administratives afférentes au projet (demande de permis de construire, consultation des services de la DDT, autres...)
- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine ;
- Les dates de production des échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément ;
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément des sous-traitants ;
- Les tâches caractéristiques dont se compose chaque corps d'état, ainsi que les dates de début et de fin de travaux de chaque corps d'état;
- Les tâches caractéristiques de chaque intervenant réel sur le chantier, ainsi que les dates de début et de fin de travaux de chacun d'eux ;

- Les enchaînements de l'ensemble des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt) ;
- Le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches ;
- Les essais en cours d'exécution et les opérations préalables à la réception,
- Les phases de Qualification
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux de concessionnaires (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage ;
- Les dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus, telle qu'elle résulte de la mise au point des programme et calendrier des travaux pendant la période de préparation du chantier.

Après approbation du pouvoir adjudicateur, ce calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel mentionné à l'article 2 du présent CCAP. Il sera notifié par ordre de service au titulaire et présentera un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du titulaire, le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié. Néanmoins, les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai global d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.

Le calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié dans les conditions ci-dessus, servira notamment à déterminer les éventuels retards dans l'exécution des travaux. A cet effet, l'OPC, tel que désigné à l'article 1.8 - Intervenants du présent document, devra tenir un registre journal de l'exécution des tâches décrites dans le calendrier détaillé d'exécution, faire un rapport d'exécution à chaque réunion de chantier, indiquer à la maîtrise d'ouvrage les éventuels retards qu'il aura constatés. Il devra également tenir à jour mensuellement le calendrier prévisionnel d'intervention des sous-traitants et l'échéancier des paiements.

#### ***4.2 - Prolongation des délais d'exécution***

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du paragraphe 23 de l'article 19 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, est fixé à dix (10) jours calendaires.

La prolongation en jours calendaires du délai d'exécution dans le cas d'intempéries, est égale au nombre de jours ouvrables constatés au-delà des dix (10) jours d'intempéries décrits ci-dessus.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, les délais d'exécution seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes :

- **A : pluie et neige** : si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 15 mm d'eau (ou l'équivalent en neige après fonte).
- **B : vent** : si entre 6 heures et 18 heures la vitesse moyenne du vent est supérieure à 60 km/h pendant plus de 6 heures consécutives.
- **C1 : Gel** : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -5°C (moins cinq degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à - 4°C (moins quatre degrés centigrades).
- **C2 : Gel** : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -6°C (moins six degrés centigrades), elle est encore à 10 heures inférieure à - 2°C (moins deux degrés centigrades), cette condition n'étant toutefois pas applicable si, par suite de chauffage partiel ou total, une température de + 10°C (plus dix degrés centigrades) est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux.

- **C3 : Froid** : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à +4°C (quatre degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à +5°C (cinq degrés centigrades)

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météorologique la plus proche du chantier seront pris en compte (station définie à l'article 3.2.1 du présent CCAP).

Si des intempéries ou autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant peuvent prescrire l'arrêt momentané des travaux ou autoriser leur poursuite en assortissant cette décision des mesures particulières à prendre.

#### Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

- Intempéries type A : Travaux de terrassement et fondations – Structure béton armé Etanchéité - façades.
- Intempéries type B : Travaux de structure béton armé - Façades - charpente - couverture - vitrerie extérieure
- Intempéries type C1 : Travaux de menuiseries extérieures - travaux de béton - étanchéité.
- Intempéries type C2 : Autres lots avant clos couvert.
- Intempéries type C3 : Enduits et peintures des façades.

#### Tâches non soumises aux intempéries :

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage,
- l'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution de toutes les tâches du calendrier, et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au représentant du maître de l'ouvrage, le jour même.

Le décompte des intempéries est régulièrement porté au compte-rendu de chantier.

Il est entendu que la constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France.

Pour la formalisation de cette information, le titulaire s'adressera à la station Météo France de Clermont-Ferrand – Aulnat n°63113001.

La prolongation du délai d'exécution des travaux pour intempéries ou pour prolongation des délais d'attribution des autorisations administratives ne donne lieu à aucune indemnité.

Les arrêts de chantier motivés par des conditions de sécurité, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, jugés insuffisantes par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS ou par le maître de l'ouvrage ne peuvent donner lieu à aucune prolongation de délai ni indemnité. Il en est de même de tous ceux résultant d'une non-conformité réglementaire constatée par le contrôleur technique.

Si des intempéries non visées par une disposition réglementaire ou d'avis de phénomène naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer l'arrêt momentané des travaux ou les autoriser sur demande du titulaire ; le délai d'exécution en sera prolongé d'autant.

Tout cas de cas de force majeure se verra appliquer le même principe.

### ***4.3 - Pénalités et retenues pour retard***

.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités ont pour objet de sanctionner soit le retard pris par le titulaire dans l'exécution du présent marché et de réparer le préjudice subi, de ce fait, par le maître d'ouvrage, soit de sanctionner le non-respect des clauses contractuelles. Elles ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de services et ne sont donc pas situées dans le champ d'application de la TVA.

Les pénalités sont cumulables, non révisables et non libératoires. Aussi, si l'application de l'une (ou plusieurs) des pénalités prévues au présent CCAP, n'est (ne sont) manifestement pas de nature à couvrir la totalité des éventuels préjudices de INRAE, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'écarter l'application de ladite pénalité et de réclamer au titulaire la réparation de la totalité de son préjudice selon les règles du droit commun.

Les pénalités indiquées au présent article peuvent être appliquées au Titulaire, d'office et sans mise en demeure préalable et ce, dès la première minute ou heure ou jour de retard ou dès un manquement constaté par l'équipe de maîtrise d'ouvrage.

Les pénalités peuvent être opérées, dès constatations du retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution, sur le décompte mensuel suivant la constatation ou le cas échéant sur le décompte final.

Le fait pour le Maître d'Ouvrage de ne pas appliquer les pénalités en cours de chantier n'implique aucune renonciation de sa part à s'en prévaloir ultérieurement et ce jusqu'au décompte définitif par lui accepté.

Il n'y a pas de forclusion si les pénalités ne sont pas recensées dans les décomptes mensuels.

#### Pénalité pour retard et autres pénalités

En dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont limitées à 20 % du montant total hors taxes du marché.

En dérogation à l'article 19.2.3 les pénalités de retard sont calculés comme indiqué ci-dessous.

En dérogation aux articles 18.2.2 et 19.2.4, les décisions de report ou les constatations de retard s'effectue par le maître d'ouvrage ou son représentant.

#### A - Pénalité pour non-respect du délai global

En cas de non-respect du délai global pour l'exécution de l'ensemble des prestations, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard est appliquée au Concepteur/Réalisateur.

En complément, en cas de retard lui étant imputable dans la réalisation des travaux, le titulaire supportera l'intégralité des frais de garde du chantier et autres frais directs ou indirects liés au retard.

#### B - Pénalité pour non-respect d'un délai partiel

En cas de non-respect d'un délai partiel tel que défini à l'article 4.1 du présent CCAP ou du calendrier détaillé d'exécution, une pénalité de 300 € TTC par jour calendaire sera appliquée au Concepteur/Réalisateur.

Elles s'appliqueront de plein droit, cumulativement à chacune des tâches définies au calendrier d'exécution et/ou délai partiel tel que défini dans le présent CCAP.

Il est convenu que si l'Entreprise réduit ou annule son retard, le Maître d'Ouvrage peut décider de réduire ou d'annuler ces pénalités.

#### C – Absences aux rendez-vous de chantier

Les pénalités seront automatiquement appliquées au membre de groupement de conception/réalisation qui, ayant été dûment convoqué, n'assiste pas ou ne se fait pas présenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier hebdomadaires prévus.

Ces pénalités sont fixées à 300 € net de taxe par absence et 100 € net de taxe pour tout retard supérieur à 30 minutes.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et le cas échéant son assistant se réservent le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence du Mandataire.

#### D – Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de retard pour la levée des réserves, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard du délai de levée de réserves fixé lors de la réception est appliquée au Concepteur/Réalisateur.

#### E – Pénalités pour retard dans la production des livrables documentaires

Dans le cas du non-respect d'un jalon documentaire tels que définis à l'article 4.2 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité de 300 € par jour calendaire et par document.

Il est précisé que les pénalités relatives aux jalons documentaires s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'Ouvrage avant les dates prescrites, ou au jour même des dates prescrites, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu ;
- Complets, finalisés et mis à jour ;
- Clairs, concis et précis ;
- Intelligibles, compréhensives, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Pénalités pour non-respect des délais récurrents d'émission ou de réémission documentaire

Le tableau ci-dessous recense les délais récurrents d'émission ou de réémission de certains documents et les pénalités qui y sont associées.

Ces pénalités s'appliquent forfaitairement dès lors qu'un retard est constaté, indépendamment du nombre de jours de retard.

Périodicité	Documents émis ou remis de manière récurrente	Pénalités forfaitaires par retard constaté
3 jours après chaque réunion	Compte-rendu de réunions	300€

Il est précisé que les pénalités listées ci-avant s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'Ouvrage dans les délais prescrits, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu ;
- Complets, finalisés et mis à jour ;
- Clairs, concis et précis ;
- Intelligibles, compréhensives, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

#### F – Pénalités diverses

- Pénalités pour absences aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage  
Le Concepteur/Réalisateur est tenu de se faire représenter à toutes les réunions organisées par le Maître d'Ouvrage auxquelles il est convié.  
Toute absence est consignée sur les comptes rendus.  
En cas d'absence aux réunions, le Concepteur/Réalisateur du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € par réunion.
  
- Pénalité pour retard dans la mise en application des mesures d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé.  
Lorsque des mesures particulières ou complémentaires d'hygiène, de sécurité ou de protection de la santé sont prescrites par le Maître d'Ouvrage sur proposition du CSPS, elles sont assorties d'un délai maximum de prise en compte par le Concepteur/Réalisateur.  
En cas d'inobservation du délai de mise en œuvre de ces mesures, le Concepteur/Réalisateur se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € par jour de retard.  
En ce cas, le Maître d'Ouvrage mettra l'Entreprise en demeure de prendre toutes dispositions nécessaires pour faire cesser l'infraction immédiatement.  
Dans l'hypothèse où le Coordonnateur SPS demanderait la mise en œuvre d'une action ou d'un dispositif urgent, si l'Entreprise n'y procédait pas dans un délai de 24 heures, il serait alors fait appel à une autre entreprise qui interviendra pour le compte de l'Entreprise, afin d'accomplir toute action nécessaire et de mettre le chantier en conformité avec les prescriptions ou le dispositif préconisé par le Coordonnateur SPS.  
En outre, si l'Entreprise ne met pas fin à l'infraction dans les délais, elle sera redevable encore d'une pénalité journalière de 1000 euros jusqu'à ce qu'elle ait fait le nécessaire pour respecter l'obligation méconnue, sans préjudice du droit du Maître d'Ouvrage, si bon lui semble, de notifier à l'Entreprise la résiliation de son marché conformément aux clauses définies au présent document, et/ou de réclamer toutes indemnités plus amples en réparation de l'entier préjudice subi.  
Le montant des pénalités dues sera retenu sur les situations de travaux de l'Entreprise ou déduit dans le décompte définitif du Maître d'Ouvrage.
  
- Pénalités pour non remplacement du Chef de Projet par une personne de compétences équivalentes.  
La bonne exécution des prestations dépendant fortement de la personne chargée de la coordination et du pilotage au sein du Concepteur/Réalisateur, le Chef de Projet est nommément désigné dans l'offre du Concepteur/Réalisateur.  
En cas d'indisponibilité de la personne désignée à l'offre comme Chef de Projet, le Concepteur/Réalisateur doit en aviser par écrit le Maître d'Ouvrage sous cinq (5) jours, puis désigner et soumettre au Maître d'Ouvrage, dans les dix (10) jours suivant la notification de l'indisponibilité du Chef de Projet désigné à l'offre, un remplaçant ayant des compétences et un niveau d'expérience comparables.  
Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé si celui ne dispose pas de compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux du Chef de Projet désigné dans l'offre du Concepteur/Réalisateur.  
Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant proposé par le Concepteur/Réalisateur, le Concepteur/Réalisateur dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la notification de ce refus pour désigner un autre remplaçant de compétences équivalentes et en informer le Maître d'Ouvrage.  
Si au terme de ce délai de cinq (5) jours le remplaçant proposé ne dispose pas des compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux du Chef de Projet désigné à l'offre, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 5 000 €.
  
- Pénalités pour non-respect des obligations en termes de sécurité et de protection de la santé.
  - Tout retard dans la transmission du PPSPS fera l'objet d'une pénalité de 500,00 euros par jour calendaire de retard ;
  - Une pénalité de 3 000 € pourra être appliquée en cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré ;

- Une pénalité de 500 € /jour à partir de la date de réception de la mise en demeure pourra être appliquée en cas de non déclaration de sous-traitance après mise en demeure par courrier avec accusé de réception postal ;
- Découverte d'un travailleur en situation irrégulière : 1 000 € par occurrence
- Pénalités diverses pendant la phase de construction  
En cas de non-respect des stipulations prévues dans le CCTP, il sera appliqué une pénalité journalière par infraction de 300 € sur le décompte mensuel qui suit l'infraction. Il s'agira des défauts et/ou manquements suivants sans que cette liste soit exhaustive :
  - Impact sur la continuité de fonctionnement – le maître d'ouvrage pourra également demander le remboursement des pertes d'exploitation associées ;
  - Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace ;
  - Défauts d'utilisation de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier ;
  - Défauts de nettoyage des zones de chantier, de leurs accès, des voies publiques, des domaines privés ou publics à proximité des zones d'intervention ;
  - Dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois, en dehors des zones prescrites (zones de stockage indiquées dans le Plan d'Installation de Chantier) ;
  - Du non-respect de la législation concernant la sécurité et notamment carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone chantier, des matériels de chantier, permis feu, etc. liste non exhaustive ;
  - Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite
  - Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction et/ou des locaux et espaces témoins ;
  - Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels de construction ;
  - Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution du marché de conception - réalisation.  
À la fin des travaux, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.  
En cas de retard ou de défaillance dans la remise en état des lieux ou le nettoyage des locaux, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire après mise en demeure par ordre de service.
  - Manquement constaté dans l'obligation de suivi des déchets, s'il y a lieu

#### ***4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux***

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Quinze (15) jours avant la date de réception des ouvrages, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Concepteur/Réalisateur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice, d'une pénalité journalière définie à l'article 4.3 - Pénalités et retenues pour retard ci-dessus.

#### ***4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution***

#### 4.5.1 – D.O.E

- le Dossier des Ouvrage Exécutés (D.O.E.) devra respecter les exigences définies à l'article 14.4 de l'annexe 1 du présent CCAP. Il devra être remis au Maître d'ouvrage et au CSPS au plus tard le jour des OPR.

#### 4.5.2 – D.G.D

- Le titulaire transmet son projet de décompte final, représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. le Décompte Général et Définitif (D.G.D.)

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le ou les Concepteurs/Réalisateurs, une retenue égale à **300 euros net de taxe par jour calendaire de retard** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G., sur les sommes dues au titulaire.

#### **4.6 - Ordre de Service**

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont délivrés par le maître de l'ouvrage ou son représentant. Ils sont notifiés au titulaire par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Les ordres de service sont systématiquement écrits, signés, datés et numérotés.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'ouvrage ou son représentant, dans un délai de dix jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2 du CCAG Travaux.

#### **4.7 – Prime**

Le titulaire perçoit une indemnité d'un montant de 30 000 euros HT au titre des prestations remises en phase de consultation.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que la prime fait partie de la rémunération du Concepteur/Réalisateur. Elle est réglée sous la forme d'un 1er acompte présenté pour le paiement de l'offre.

### **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5.1 - Retenue de garantie**

Une retenue de garantie égale à 3 % du montant du marché, augmenté, le cas échéant, du montant de ses avenants, est exigée.

Cette retenue de garantie est appliquée sur chaque acompte versé par le Maître d'Ouvrage au Concepteur/Réalisateur en phase réalisation (dès la mission EXE). Cette retenue ne sera pas appliquée sur les acomptes relatifs à la phase Etudes qui s'achève à l'issue de la mission PRO, ni sur les acomptes relatifs à la mission OPC.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Concepteur/Réalisateur par une garantie à première demande, avant la première demande d'acompte, mais ne peut pas être remplacée par une caution solidaire et personnelle.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Concepteur/Réalisateur remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée, ou complétée, avant la première demande d'acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Concepteur/Réalisateur garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie, étant entendu que cette garantie à première demande doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants.

Dans ce cas, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Concepteur/Réalisateur après constitution de la garantie de substitution.

**LA RETENUE DE GARANTIE EST REMBOURSEE UN MOIS AU PLUS TARD APRES L'EXPIRATION DU DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT MENTIONNE AU PRESENT CCAP.**

## **5.2 - Avance**

Une avance est versée au Concepteur/Réalisateur sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Suivant les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG Travaux, le montant de l'avance est égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces dix ou cinq pour cent (10 ou 5 %), par 12/N (N étant exprimé en mois) si le délai N dépasse douze mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai de 30 jours à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par l'entreprise atteint ou dépasse 65 % du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Son montant ne sera ni révisé ni actualisé.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le remboursement de l'avance intervient de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le décret n°2018-1075 précité modifié pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence du Concepteur/Réalisateur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Ce Concepteur/Réalisateur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

## **5.3 - Avances sur matériels**

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée au titulaire.

## **ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6.1 - Provenance des matériaux et produits**

Les études de détails et les descriptifs fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction qui n'est pas déjà fixée par les pièces constitutives du marché.

### **6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits**

Toute spécification technique ne respectant pas les clauses du programme puis du CCTP devra être soumise, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant et des CTC, CSPS et Qualificateur, selon la procédure définie à l'article 1.9 u présent CCAP.

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Concepteur/Réalisateur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le Concepteur/Réalisateur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

La maîtrise d'ouvrage dispose de compétences techniques en interne (Electriciens CFo-CFa / Plombiers / Climaticien / Informaticiens / Prévention ...). Ainsi la MOA demandera à être consultée par la MOE sur les documents EXE et plans des lots techniques des entreprises pour éventuelles observations lors des études d'EXE et des VISA MOE, au regard des exigences du programme, et des préconisations techniques INRAE.

### **6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le Concepteur/Réalisateur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

## **ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES**

Il sera mis en place un système de fiches modificatives venant compléter les dispositions de l'article 14 du CCAG-Travaux. Ces fiches modificatives (FTM) sont initiées par le titulaire ou par la maîtrise d'ouvrage, selon l'origine de la proposition. Une fois approuvées, elles valent ordre de service.

La Fiche de Travaux Modificatifs devra contenir :

- Les éléments du contrat concernés par la modification ;
- L'origine de la demande de devis (MOa, MOe, Utilisateurs, Aléa chantier, autre) ;
- La description des prestations et documents annexes détaillant les modifications ;
- Le chiffrage du suivi des travaux modificatifs, incluant un devis ;
- Les éventuelles incidences sur le calendrier d'exécution du marché.

La FTM est rédigée par l'entité MOE après réception, analyse et éventuelle négociation du devis transmis par l'entreprise. Une fois que la MOE valide le contenu du devis, elle émet la FTM et la transmet à la MOa pour avis (acceptation, refus ou formulation de réserves). La MOa retourne ensuite la FTM à l'entreprise, à la MOE ainsi qu'à l'OPC. Toute FTM validée, qu'elle le soit avec ou sans réserve, vaut ordre de service (OS) en complément de l'article 2 du CCAG Travaux. L'avenant au marché peut alors être établi dans un second temps.

### **7.1 - Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage**

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande de modification formalisée par une fiche modificative émise par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage et à son représentant une proposition de prix accompagnée de tous les éléments justificatifs, tels que plans, notice technique explicative, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ainsi que, le cas échéant, une proposition de délai pour la réalisation de cette modification et incidence sur le délai global du marché.

La proposition de prix du titulaire devra également être assortie des décompositions ou sous-détails correspondant, pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

A défaut de réponse dans ce délai de quinze (15) jours calendaires, il sera fait application des pénalités prévues à l'article

**ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE** du présent CCAP.

### ***7.2 - Modifications résultant d'une proposition du titulaire***

A l'initiative du titulaire, toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de validation de la part du maître de l'ouvrage sont adressées au maître de l'ouvrage, accompagnées :

1. d'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition ;
2. de l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) de cette modification ;
3. d'une note présentant l'impact éventuel de ce choix sur les délais.

A réception, le maître de l'ouvrage analysera les conséquences de cette proposition et sa conformité au marché.

A compter de cette date de transmission, le maître de l'ouvrage ou son représentant fait part de sa décision dans un délai de quinze (15) jours calendaires, par ordre de service dans les conditions de l'article 14 du CCAG-Travaux. Passé ce délai, la proposition est considérée comme refusée.

### ***7.3 - Modalités pratiques***

Dans les deux cas, si le titulaire ne fournit pas de proposition de prix dans le délai imparti, en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations, le maître de l'ouvrage ou son représentant lui notifiera un ordre de service exécutoire de prestations modificatives ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

A l'issue de la notification de chaque ordre de service, une fiche modificative définitive est établie par le maître de l'ouvrage en collaboration avec le titulaire. Elle comporte les éléments suivants (modèle fourni par le maître de l'ouvrage) :

- La nature de la modification et son fait générateur ;
- Le cas échéant, l'incidence financière, avec analyse critique du maître de l'ouvrage et / ou son représentant et le compte-rendu des négociations ;
- La proposition du titulaire du prix provisoire à l'issue de cette analyse ;
- Le cas échéant, l'incidence sur le calendrier contractuel de l'opération.

### ***7.4 - Contractualisation des prix nouveaux***

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG Travaux et plus particulièrement à son commentaire, le titulaire est réputé avoir accepté les prix fixés par l'ordre de service prévu aux articles 14.1 et 14.4 dudit CCAG Travaux, si, dans le délai de trente (30) jours calendaires suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au représentant du pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, d'un avenant, signé des deux parties.

## **ARTICLE 8 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### ***8.1 - Provenance des matériaux et produits***

Les études de détails et les descriptifs fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction qui n'est pas déjà fixée par les pièces constitutives du marché.

### ***8.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits***

#### **8.2.1– Caractéristiques**

Toute spécification technique ne respectant pas les clauses du programme puis du CCTP devra être soumise, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'article 1.9 du présent CCAP.

#### **8.2.2– Qualités – Vérifications des matériaux et produits**

Les études de détail et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Ces études préciseront et définiront les points critiques et les points d'arrêt.

## **ARTICLE 9 – IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### ***9.1 - Plan général d'implantation***

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-Travaux, le plan général d'implantation est établi par le titulaire du marché et soumis au visa du maître de l'ouvrage ou de son représentant.

### ***9.2 - Piquetage général***

Le titulaire du marché est tenu de faire exécuter le piquetage général des ouvrages par un géomètre expert, conformément au plan général d'implantation sous sa responsabilité et à ses frais.

### ***9.3 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés***

Le titulaire du marché est tenu de faire exécuter, sous sa responsabilité et à ses frais, le piquetage spécial de ces ouvrages dont les réseaux existants enterrés sur l'emprise ou à proximité du site de construction, en même temps que le piquetage général et conformément au plan général d'implantation.

Ce piquetage sera réalisé par un géomètre expert et devra être maintenu et entretenu tout au long de l'exécution des travaux. Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles et procéder au dépôt d'une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 10 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### ***10.1 - Période de préparation***

Il est fixé une période de préparation d'un mois. Cette période de préparation est incluse dans le délai d'exécution définie à l'article 3 de l'acte d'engagement. Cette période commencera suite à un ordre de service spécifique au démarrage de l'exécution des travaux.

Au cours de cette période, il est procédé aux opérations ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

- Par les soins du maître de l'ouvrage ou de son représentant :
  - Etablissement du plan de prévention d'intervention d'entreprise extérieure (PPIEE) pour analyse et prévention des risques liés à la co-activité chantier / INRAE, au titre du décret n°92-185 du 20 février 1992,
  - libération des accès,
  - détermination des zones interdites aux entreprises,
  - mise à disposition des points de raccordement aux énergies et fluides nécessaires au chantier (Electricité et eau), et consignations le cas échéant.
- Par les soins et à la charge du titulaire :
  - Le constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès, des abords du site de construction, des terrains mis à disposition pour les installations de chantier et/ou des locaux mis à disposition, et de relevés des points de comptages des énergies et fluides aux points de raccordements au réseau privé INRAE ; Constat à faire réaliser par un huissier en présence de la MOA.
  - Etablissement de la liste et du mode de diffusion des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase de construction au titre des missions C4 (EXE/SYNTH), C5 (VISA/QUALITE/DET) et R0 (OPC).
  - Le calendrier détaillé d'exécution, tel que précisé au 4.1.2 du présent CCAP et notifié par ordre de service pourra faire l'objet des précisions nécessaires au bon déroulement de la phase travaux et pourra être modifié dans ce cadre. Sous réserve des stipulations de l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les modifications de ce calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.
  - Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) cité aux articles 10.3.4– Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé du présent CCAP et remise au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, cité à l'article 1.8 - Intervenants. Mise au point, en liaison avec le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). **Il est expressément signalé que le visa du coordonnateur SPS sur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est impératif pour pouvoir démarrer les travaux.**
  - Élaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au maître de l'ouvrage ou à son représentant aux fins de visa, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
  - Mise en œuvre sur site des installations de chantier conformément au projet ayant reçu le visa du CSPS,
  - Exécution, soumise à l'accord du coordonnateur SPS, des voies et réseaux divers prévus à l'article R4533-6 du code du Travail R238-40 à R238-45 du code du Travail,
  - Réalisation des panneaux de chantier suivant le modèle défini par le maître de l'ouvrage (cf. article 11.5 de l'annexe 1 au présent CCAP),
  - Établissement et mise en œuvre du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents. Ce schéma sera intégré au PPSPS ci-dessus,
  - Etablissement des clôtures de chantier respectant les contraintes et ayant reçu le visa du CSPS et du MOA ou de son représentant,
  - Elaborer un rapport hebdomadaire de localisation des travaux,
  - Assurer le suivi des autorisations particulières occasionnant une gêne au fonctionnement du CPM : emplacement de bennes, fermeture d'accès, engins particuliers, etc....

NOTA : il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

## **10.2 - Mission OPC**

En plus des obligations décrites au 1.2 du présent CCAP, la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) doit être assurée par le titulaire de manière à garantir le délai contractuel.

Le titulaire devra respecter les exigences formulées à l'article 16 de l'annexe 1 du présent CCAP

### **10.3 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

#### **10.3.1– Salle de réunion - salle échantillons – bureau de passage**

Une salle de réunion permettant d'accueillir environ 15 personnes sera mise à disposition des intervenants du chantier pour tenir les différents rendez-vous nécessités par le déroulement des travaux. Ce local sera éclairé et entretenu.

Il sera également équipé de tables et de chaises pour y tenir les réunions, de panneaux latéraux permettant d'afficher les plans et le calendrier d'exécution mentionné au 10.1 du présent CCAP, d'armoires fermant à clef afin d'y entreposer le dossier marché et le registre journal de coordination du coordonnateur SPS, d'un téléphone, un copieur, de casques et de bottes de chantier pour les personnes assistant aux réunions (maître de l'ouvrage et ses représentants, contrôleur technique, etc.). Elle disposera aussi d'un espace aménagé pour l'exposition des différents échantillons de composant.

#### **10.3.2 – Locaux du personnel**

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation des locaux du personnel et leur accès, à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et qualité à celles des règlements et des conventions en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### **10.3.3– Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4532-8 et R4532-42 à R4532-51 du code du travail et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Le PGCSPS, qui sera établi lors de l'élaboration des prestations de conception, fera partie des pièces particulières du présent marché.

Le titulaire et chacune des entreprises intervenant sur le chantier devront transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé l'ensemble des renseignements nécessaires à la mise à jour du PGCSPS défini aux articles R4532-42 à R4532-51 du code du travail. Cette obligation est étendue aux sous-traitants.

Les compléments ou modifications ultérieurs apportés à ce PGCSPS seront portés à la connaissance des contractants. Le titulaire a la responsabilité de mettre à jour les documents et les transférer à l'ensemble de ses co-traitants et sous-traitants.

Le PGCSPS intégrera l'ensemble des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au fur et à mesure de leur élaboration.

### 10.3.4– Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4532-9, L4532-18 et R4532-57 à R4532-74 du code du travail et, à ce titre est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R4532-56 à R4532-76 du code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier (titulaire, co-traitants et sous-traitants), devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné à l'article 1.10 du présent CCAP, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé correspondant à son intervention, dans un délai de 20 jour calendaire à compter de l'ordre de service prescrivant au titulaire d'entreprendre les travaux de construction.

Ce délai est ramené à huit jours pour les sous-traitants incorporés au cours du chantier.

Par ailleurs, le Concepteur/Réalisateur et l'ensemble des entreprises intervenantes devront respecter les prescriptions du PPIEE INRAE (Plan de Prévention des Interférences Entreprises Extérieures). Ce document, établi par le Maître d'Ouvrage, précise les mesures de prévention à mettre en œuvre pour gérer les interférences entre les activités des entreprises extérieures et celles de l'établissement. Le respect du PPIEE est obligatoire et contractuellement réputé inclus dans le prix du marché. Toute non-conformité constatée pourra donner lieu à des mesures correctives immédiates, voire à la suspension des travaux, selon décision du Maître d'Ouvrage.

### 10.3.5– Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, de par les textes réglementaires, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur les entreprises et les travailleurs indépendants.

Pour autant, son intervention ne dispense :

- ni la maîtrise d'ouvrage ou son représentant de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées,
- ni le titulaire de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au maître de l'ouvrage ou son représentant pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation touchant à la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du maître de l'ouvrage ou son représentant, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

### 10.3.6– Information du maître de l'ouvrage

Le titulaire a l'obligation d'informer immédiatement dans un délai maximum de douze (12) heures le maître de l'ouvrage et le CSPS de tout incident ou de tout accident survenu sur le chantier.

### 10.3.7- Usage des voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG-Travaux qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers, ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivants :

- établissement d'un constat d'huissier contradictoire de l'état de la voie publique d'accès,
- maintien de cette voie, dans l'état initial, pendant la durée des travaux.

## **ARTICLE 11 – APPROBATION DES ETUDES DE CONCEPTION - VISA DES DOCUMENTS D'EXECUTION**

### **11.1 - Généralités**

A l'achèvement de chacune des phases « Mise au point APS (mission C0) », « APD (mission C2) » et « PRO (mission C3) », le titulaire adressera, dans les délais définis à l'article

**ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE** du présent CCAP et à l'article 3 de l'AE, l'entièreté des documents, respectivement et simultanément :

- au contrôleur technique ;
- au coordonnateur SPS ;
- au qualificateur ;
- au maître de l'ouvrage et à son représentant.

La transmission des documents devra être conforme aux exigences de l'article 7 de l'annexe 1 au présent CCAP.

Pour plus de détail sur les documents attendus pour chaque phase, veuillez-vous reporter à l'annexe 1 du présent CCAP (pièce 1.C1 du DCE).

Pendant le délai imparti pour la validation de ces documents, le maître de l'ouvrage pourra être amené à consulter des tiers (utilisateurs, techniciens et ingénieurs internes par exemples) et pourra demander au titulaire d'assister à des réunions spécifiques.

### **11.2 - Approbation des études de conception**

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations qui y sont prévues (cf. annexe 1 au présent CCAP).

Le titulaire avise par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les prestations seront présentées en vue de ces vérifications.

Le titulaire est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique.

#### **11.2.1 Décisions**

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations

La décision prise doit être notifiée au titulaire dans des délais d'approbations des plans et documents, qui sont précisés à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

#### **11.2.2 Réception des prestations**

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

#### **11.2.3 Ajournement des prestations**

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quinze jours prévus à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, d'un délai de deux mois, à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quinze jours ouverts au titulaire pour présenter ses observations ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

#### 11.2.4 Réception avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché. Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### 11.2.5 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni la réception avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Il est de même lorsque, en l'absence d'obligation de résultats, le titulaire n'a pas rempli les obligations mentionnées au troisième alinéa de l'article 11.2 - Approbation des études de conception du présent CCAP.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus.

### **11.3 - Visa des documents d'exécution :**

La mission VISA / QUALITE / DET (mission C5) est une mission placée sous la responsabilité du maître d'œuvre du groupement. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-Travaux, les documents d'exécution fournis par le titulaire seront soumis à la procédure suivante :

Tous les documents produits par le titulaire dont le co-traitant maître d'œuvre n'est pas l'auteur doivent recevoir le visa de celui-ci, avant leur envoi pour avis au maître de l'ouvrage ou à son représentant ainsi qu'au contrôleur technique, au coordonnateur SPS pour ce qui concerne les dispositions afférentes à l'exploitation ultérieure des ouvrages, et au qualificateur pour ce qui concernant les performances à qualifier selon le plan de qualification.

Au titre de cet élément de mission, il revient au co-traitant maître d'œuvre de s'assurer de la cohérence des documents remis par le groupement.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les Concepteurs/Réalisateurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre a pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par le Concepteur/Réalisateur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant donnera son avis sur l'ensemble des documents d'exécution quant à leur conformité avec les pièces constitutives du marché, y compris programme et pièces écrites, mémoire de présentation, projet de CCTP, plans, documents graphiques remis par le titulaire au cours des phases successives d'étude. Il sera fait application des modalités de l'article 1.3 - Niveau de prestations du présent CCAP relatif au niveau des prestations.

Le titulaire devra établir avant démarrage des études d'exécution une liste des descriptifs, plans et notes de calcul avec indication des dates limites de remise de ces plans par le titulaire et la nature des visas et/ou avis requis (représentant(s) du maître de l'ouvrage, maître d'œuvre, contrôleur(s) technique(s), coordonnateur SSI, coordonnateur SPS, Qualificateur...).

Cette liste sera transmise préalablement au maître de l'ouvrage ou à son représentant. Des listes additives pourront être établies en cours de chantier, celles-ci seront également transmises préalablement au maître de l'ouvrage ou à son représentant.

Le titulaire devra systématiquement faire parvenir au maître de l'ouvrage ou son représentant et au contrôleur technique une copie de chacun des plans et notes de calcul transmis pour visa au maître d'œuvre.

Le titulaire devra établir mensuellement un récapitulatif des documents (descriptifs, plans d'exécution, note de calcul ...) bon pour exécution avec indication du n° du document et de son indice, des dates des visas et/ou avis du maître d'œuvre, de (des) l'assistant(s) au maître de l'ouvrage, du contrôleur technique, du CSPS et du QUALIFICATEUR.

Le titulaire devra tenir à jour un cahier des avis (favorables / suspendus / défavorable) ou avec réserves formulés par le contrôleur technique. Ce document devra être tenu à jour par l'adjonction systématique de la note du contrôleur technique levant la réserve.

En cas de réserves, le titulaire réalise à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée de ces réserves et soumet les documents complétés ou modifiés à l'avis du maître de l'ouvrage ou de son représentant, suivant la même procédure que ci-dessus, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution de ses prestations définis à l'article

**ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE** du présent CCAP et à l'article 3 de l'acte d'engagement.

**Les avis du maître de l'ouvrage et de son représentant n'ont ni pour objet ni pour effet de réduire la responsabilité du titulaire dans l'exécution des prestations, objet du marché.**

## **ARTICLE 12 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

La réception se déroulera conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG travaux.

Le titulaire prévoit l'encadrement, la main-d'œuvre et tous les matériels nécessaires aux essais. Il produit au préalable tous les documents techniques nécessaires au bon déroulement des opérations. Il veille à ce que l'environnement des ouvrages permette des essais fiables.

### ***12.1 - Essais et contrôles des ouvrages***

Le titulaire doit apporter au maître de l'ouvrage ou à son représentant, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux ainsi que ceux cités au programme technique et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé. Il doit également fournir les études de détail et les descriptifs prévus à l'article 8.2.2– Qualités – Vérifications des matériaux et produits du présent CCAP.

En complément de l'article 24 du CCAG-Travaux, les essais et vérifications seront effectuées comme suit :

#### Avant réception :

- sous la direction du contrôleur technique désigné par le maître de l'ouvrage, il sera procédé à la vérification initiale des installations électriques (VIEL) conformément aux dispositions du règlement de sécurité et du Code du travail ;
- tel que défini au PDT et plan de qualification du Qualificateur, en concertation entre le titulaire et le maître de l'ouvrage ou son représentant, il sera procédé aux essais spécifiques relatifs au climat contrôlé dans les compartiments de serres et les chambres de cultures.

A ce titre, deux catégories de tests sont identifiées :

#### 12.1.1- à l'initiative et sous la responsabilité du titulaire :

Vérification en phase Conception ;

Vérification en phase Réalisation

Le rapport d'essai devra comporter le protocole de l'essai, les fiches d'autocontrôle du Concepteur/Réalisateur et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, notes de calculs, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service ...etc.

Toutes autres procédures de contrôle à l'initiative du titulaire seront proposées à la validation du maître de l'ouvrage

#### 12.1.2 - à l'initiative du maître de l'ouvrage et en concertation avec le titulaire

Ces tests doivent se dérouler dans la période précédant les opérations préalables à la réception (OPR) et se feront en concertation avec le titulaire :

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au maître de l'ouvrage ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu.

La liste des tests, essais ou vérification présentée au programme technique n'est pas exhaustive des tests, essais ou vérifications dus par le titulaire et ne le dispense pas des essais, tests et autocontrôle à mettre en œuvre préalablement aux opérations préalables à la réception afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs et des performances fixées au programme et définis tout au long des différentes phases d'études.

### **12.2 - Opérations préalables à la réception des travaux de bâtiment**

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, les opérations préalables à la réception s'effectuent de la façon suivante :

Les opérations préalables à la réception ne peuvent s'effectuer qu'après l'achèvement total des travaux, paramétrages et essais internes du titulaire.

Après s'être assuré que les travaux de bâtiment, les aménagements (équipements, appareils, mobiliers et signalétique) ainsi que l'ensemble des finitions sont à deux mois d'être totalement exécutés, le groupement avise, par écrit, le maître de l'ouvrage ou son représentant, de la date prévisionnelle d'achèvement de l'ensemble des prestations de réalisation en précisant le calendrier des OPR, le cas échéant, la date à laquelle les différents locaux concernés seront opérationnels et en proposant un circuit de vérification.

En conséquence, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie au titulaire la date à laquelle doivent avoir lieu les opérations préalables à la réception portant sur les bâtiments. Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG travaux, ces opérations doivent démarrer dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de l'avis mentionnant la fin des travaux de bâtiment.

Le groupement est responsable de l'organisation et du déroulement des opérations préalables à la réception et de la proposition de réception des prestations (travaux et aménagements) concernées

par la présente opération. Les opérations préalables à la réception seront menées en association avec le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Les opérations préalables à la réception portant sur les bâtiments comportent notamment :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés, y compris la bonne exécution des prestations d'aménagements (mobilier et signalétique) ;
- les épreuves, essais, tests et vérifications prévues par le présent marché ;
- les contrôles, essais, tests et vérifications prévues par le qualificateur dans son plan de qualification (QI + QO) ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations sont diligentées par le maître de l'ouvrage ou de son représentant, du contrôleur technique et du qualificateur ; avec l'assistance du titulaire.

Le contrôleur technique vérifie les résultats des essais et effectue tous les contrôles découlant de sa mission. Le titulaire doit lui apporter tous les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le qualificateur, vérifie par test la conformité des performances attendus au programme, selon les tests, les essais et les tolérances définis au plan de qualification.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant vérifie si les prestations sont conformes aux prescriptions des pièces du marché quant à la définition des ouvrages, équipements, installations et des performances attendues.

Par dérogation aux articles 41.1 à 3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant organise et dirige les opérations préalables à la réception et procède sur-le-champ à l'établissement d'un procès-verbal

### ***12.3 - Réception et levée des réserves***

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG Travaux, au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, de l'avis du contrôleur technique et des tests du qualificateur, le pouvoir adjudicateur décide de prononcer ou non la réception, sous, avec ou sans réserve.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des prestations.

La décision de réception est notifiée au titulaire, dans les trente jours suivant la date de signature du procès-verbal d'achèvement des OPR.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, la réception ne pourra être considérée comme acquise si le maître d'ouvrage a communiqué au groupement les raisons qui le conduisent à surseoir à l'organisation des opérations préalables à la réception.

La réception, si elle est prononcée, prend effet à la date fixée pour l'achèvement de l'ensemble des prestations dès l'établissement du procès-verbal de réception.

NOTA : Lorsque la date d'achèvement des travaux indiquée par le groupement aura servi de point de départ à l'organisation des opérations préalables à la réception, le délai compris entre cette date et la date d'effet de la réception prise par le représentant du pouvoir adjudicateur ne donnera pas lieu à l'application de pénalités.

Après réception, selon les modalités définies à l'article 14 de l'annexe 01 du présent CCAP, le titulaire met tout en œuvre pour faire procéder à la levée des réserves dont est éventuellement assortie la décision de réception. Il contrôle le programme de levée des réserves, ainsi que la mise au point des notices d'entretien destinées aux exploitants. Cette mission tient compte de l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, du contrôleur technique, et du qualificateur.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, le délai laissé au titulaire pour exécuter les prestations non effectuées ne pourra pas excéder neuf mois.

**NOTA :** Dans l'éventualité où tout ou partie des tests de qualification sont hors des performances et tolérances attendues, le titulaire devra procéder aux reprises nécessaires (réglages, équipements ou ouvrages), et faire réaliser à sa charge de nouveaux tests de qualifications. Ce jusqu'à atteinte des performances et tolérances attendues au programme et confirmé au plan de qualification.

#### **12.4 - Documents fournis après exécution**

Ces documents sont remis dans les conditions (délais et contenu) définies à l'article 14.4 de l'annexe 01 du présent CCAP.

Si le dossier à remettre au moment de la réception des ouvrages présente des insuffisances constatées par le maître de l'ouvrage ou son représentant (documents inexistantes et/ou incomplets sur le fond et/ou la forme), celui-ci prononcera la réception avec réserve.

Conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, et en cas de non-respect des clauses du marché quant à la remise de ce dossier au moment de la réception des ouvrages (insuffisances constatées par le maître de l'ouvrage sur le fond et/ou la forme), le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant et d'appliquer les pénalités prévues à l'article 4.3 du présent CCAP.

#### **12.5 - Garanties particulières**

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de Garantie de Parfaite Achèvement est de deux (2) ans.

Les garanties particulières engagent le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution ou de fonctionnement des équipements et installations techniques.

#### **12.6 - Suivi de la garantie de parfait achèvement**

La gestion contractuelle de la garantie de parfait achèvement se fera au travers des deux outils ci-après :

- le cahier de parfait achèvement,
- la visite de fin de délai de parfait achèvement.

##### **12.6.1– Le cahier de parfait achèvement**

Il comportera un tableau de suivi synthétique des GPA détaillant à minima les trois rubriques ci-dessous :

- Le constat du désordre et date de constatation ;
- Le descriptif des travaux correctifs à réaliser (nature et entreprise concernée) ;
- Le constat d'exécution des travaux correctifs.

Et l'ensemble des fiches GPA éditée et numérotée suivant les conditions de l'article 15 de l'annexe 01 du présent CCAP.

Le titulaire désignera nominativement une personne chargée de coordonner l'action des entreprises intervenant pour la reprise des désordres et de reporter sur le cahier de parfait achèvement les observations formulées par les utilisateurs.

Selon les modalités définies à l'article 15 de l'annexe 01 du présent CCAP, le cas échéant à adapter à la criticité et à la quantité des désordres constatés, le titulaire prend connaissance des observations, les valide et les répercute aux entreprises concernées.

Les désordres relevant de la garantie de parfait achèvement devront être levés sous quinzaine au plus tard à compter de la date de communication au titulaire. Selon le type des désordres, il pourra être convenu d'un délai supplémentaire.

Le cas échéant, l'organisation des interventions tient compte de l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique.

Selon les modalités définies à l'article 15 de l'annexe 01 du présent CCAP, le représentant désigné par le titulaire s'assure du bon déroulement de la procédure en organisant une réunion sur site à laquelle le maître de l'ouvrage ou son représentant, les utilisateurs, le groupement sera représenté par son co-traitant maître d'œuvre et les entreprises concernées. A chaque visite, le titulaire procède contradictoirement avec le maître de l'ouvrage ou son représentant au constat du traitement des imperfections et malfaçons.

La démarche ainsi décrite est, chaque fois que nécessaire, renforcée par des actions ponctuelles, destinées à régler des problèmes particuliers ou urgents.

#### 12.6.2– Visite de fin du délai de parfait achèvement

Cette visite constitue l'aboutissement de la procédure de gestion de la garantie de parfait achèvement engagée avec le cahier de parfait achèvement. Selon les modalités définies à l'article 15 de l'annexe 01 du présent CCAP, le maître de l'ouvrage et son représentant organise une visite de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, qui réunit le titulaire (mandataire et cotraitant maître d'œuvre), le maître de l'ouvrage et son représentant, l'exploitant et les intervenants établissent un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement, des fiches GPA et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant, ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés dans ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Ce procès-verbal est notifié au titulaire. En cas de réserves non levées, le titulaire est mis en demeure de remédier aux défauts signalés dans un délai maximal déterminé, en général non inférieur à quinze jours et non supérieur au nombre de jours séparant la mise en demeure de la date de fin de garantie de parfait achèvement. A défaut, le délai de parfait achèvement sera prolongé d'autant, et les pénalités prévues à l'article 4.3.3 seront appliquées.

### **ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHÉ**

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché conformément aux dispositions prévues par les articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général avant la notification de l'ordre de service de préparation des travaux, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 1%.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

### **ARTICLE 14 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

#### **14.1 - Préambule**

D'une façon générale, le titulaire assume, dès la signature du marché, les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

#### **14.2 - Assurances**

Le titulaire s'engage à fournir :

- au plus tard à la date de début d'exécution des prestations, une attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun, valable dès le début de l'exécution des travaux jusqu'à la fin de ses interventions,
- Avant la notification, la date prévisionnelle d'achèvement total des travaux, son attestation d'assurance de responsabilité décennale ;

il est bien précisé que les attestations RC Décennale et RC Entreprise que le titulaire s'engage à produire devront être délivrées spécifiquement au chantier, émaner de sa Compagnie d'Assurances, et mentionner au minimum :

- l'identité de la compagnie d'assurances ;
- les numéros, type et date d'effet du contrat ;
- la période de validité de la police et la date de DROC ;
- l'adresse du chantier et le montant total de l'opération ;
- la nature du contrat « conception - réalisation » ;
- les garanties accordées et leur montant ;
- les différentes franchises prévues ;
- la nature des activités garanties ;
- l'abrogation de la règle proportionnelle ;
- la mise à jour du paiement de la prime.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire. Dans ce cas, aucun règlement ne sera effectué par le maître de l'ouvrage au titulaire tant qu'une telle assurance complémentaire n'aura pas été souscrite et réglée par le titulaire.

Le titulaire s'engage :

- à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année de travaux, une attestation RC de droit commun ;
- à notifier au maître de l'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc....) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- à justifier, sur simple demande du maître de l'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Par ailleurs, Le titulaire est tenu, **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au pouvoir adjudicateur les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D 8 2227-7 du Code du travail.

Le maître de l'ouvrage pourra suspendre les règlements si ces différents justificatifs ne sont pas produits.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux différentes obligations imposées ci-avant, constituent un préalable au paiement du premier acompte demandé. Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître de l'ouvrage, sans indemnisation.

### **ARTICLE 15 – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DU MARCHE**

### **15.1 - Droits du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut :

- librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.
- les reproduire, c'est-à-dire fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.
- communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.
- publier les résultats des prestations ; cette publication doit cependant mentionner le titulaire.

### **15.2 - Droits du titulaire**

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du maître d'ouvrage; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le maître d'ouvrage.

### **15.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire**

Le maître d'ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage, à la demande de cette dernière, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le maître d'ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

### **15.4 - Garanties**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du marché, au montant hors TVA du marché.

De son côté, le maître d'ouvrage garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou le maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à la résiliation du marché en application des mesures prévues à l'article 13 du présent CCAP.

## **ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION**

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, titulaires, ou consultés, à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité

ultérieure de l'ouvrage. **A priori, et sauf instruction contraire du maître d'ouvrage, tous les documents et informations sont réputés confidentiels.**

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- **signaler au maître d'ouvrage, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif** (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du maître d'ouvrage.
- remettre au maître d'ouvrage une attestation de destruction desdits fichiers.
- le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues aux articles 4 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

## **ARTICLE 17 – MEMOIRE EN RECLAMATION**

La présente disposition déroge aux articles 55.1, 55.1.1, 55.1.2, 55.1.3 et 55.2 du CCAG Travaux.

Si un différend survient entre le Concepteur/Réalisateur et le Maître d'Ouvrage, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le Concepteur/Réalisateur adresse au Maître d'Ouvrage, sous peine de forclusion, une lettre en réclamation dans le mois suivant la date à laquelle est survenue le différend.

Cette lettre en réclamation expose explicitement les motifs du différend, et indique, s'ils sont connus, les montants réclamés à l'appui d'éléments justificatifs, ou à défaut, une estimation des montants associés à ces réclamations.

Le Maître d'Ouvrage fait connaître sa réponse à la lettre en réclamation dans un délai d'un mois à compter de sa réception. Le silence gardé par le Maître d'Ouvrage pendant plus d'un mois vaut rejet de la lettre en réclamation.

Si le Concepteur/Réalisateur n'accepte pas la décision du Maître d'Ouvrage, ou le rejet implicite de sa demande, il peut, lors de l'établissement du décompte général du marché, présenter un mémoire en réclamation dans lequel il présentera à nouveau la réclamation en cause.

Le mémoire en réclamation présenté par le Concepteur/Réalisateur reprend les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général, qui ont donné lieu à l'envoi d'une lettre en réclamation au Maître d'Ouvrage, et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Toute réclamation portant sur un différend intervenu antérieurement à la notification du décompte général et n'ayant pas fait l'objet d'une lettre en réclamation, sera irrecevable et ne saura valablement être présentée pour la première fois au Maître d'Ouvrage dans le cadre du mémoire en réclamation.

Le Concepteur/Réalisateur expose avec précision dans son mémoire en réclamation les motifs de ses différends, indique les montants de ses réclamations et fournit les éléments justificatifs nécessaires correspondant à ces montants.

Le Concepteur/Réalisateur transmet le mémoire en réclamation au Maître d'Ouvrage dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Concepteur/Réalisateur sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du Concepteur/Réalisateur. Lorsque le Maître d'Ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du Concepteur/Réalisateur, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6 du CCAG-Travaux.

## **ARTICLE 18 : REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS**

Avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique).

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction au sens de l'article 2044 et suivants du code civil.

## **ARTICLE 19 : LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est seul compétent.

Le tribunal territorialement compétent est le suivant :

**Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand**

6 cours Sablon

63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

## **ARTICLE 20 - PRECISIONS ET DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

S'agissant d'un marché de Conception/Réalisation, le présent marché comporte certaines dérogations au CCAG Travaux visant à en adapter les dispositions au cas d'un marché de Conception/Réalisation.

En tout état de cause, et conformément à l'article 2 du présent CCAP, en cas de contradiction entre les stipulations du présent marché et celles du CCAG Travaux, les premières prévalent sur les secondes.

Le présent marché de Conception/Réalisation fait l'objet d'une dérogation générale au CCAG travaux, consistant à remplacer le mot « Entrepreneur » dans le CCAG Travaux, par les mots « Concepteur/Réalisateur ».

Le présent CCAP comporte des dispositions qui peuvent déroger au CCAG Travaux. Ces dérogations ne font pas l'objet d'une liste exhaustive. Il appartient au titulaire de prendre connaissance de l'ensemble des clauses du CCAP, qui prévalent sur celles du CCAG en cas de contradiction, conformément à l'article R.2112-3 du Code de la commande publique. Par dérogation à l'article 1 du CCAG Travaux, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé ;

**Fait à Theix (63122), le 9 février 2026**